//Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)//

##Vendredi 25 février 2022##

- Présidence de M. Gérard Larcher, président du Sénat de la République française -

*La réunion est ouverte à 9 heures.*

[M. Gérard Larcher](http://www.senat.fr/senateur/larcher_gerard86034e.html), président du Sénat de la République française, souligne combien les événements sont allés vite. La conférence est placée sous le signe funeste d’un coup de force : l’invasion militaire par la Russie de l’Ukraine, à quelque distance à peine des frontières extérieures de l’Union. Il affirme la solidarité des parlements des États membres de l’Union européenne à l’égard de l’Ukraine, de son gouvernement, de son peuple, et l’attachement indéfectible à l’intangibilité de ses frontières et à son intégrité territoriale. Il a tenu à ce que le drapeau ukrainien soit présent dans l’hémicycle du Sénat, aux côtés des drapeaux européen et français, en signe de solidarité. Il invite les membres de la conférence interparlementaire à rendre hommage, par leurs applaudissements, au courage des Ukrainiens face à l’oppresseur.

(Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent longuement.)

Soulignant que la survie de l’Ukraine est aujourd’hui en jeu, M. le président du Sénat précise que l’agenda de la conférence a été bouleversé et qu’il a été décidé de consacrer une session spéciale à la situation en Ukraine, avec une intervention de l’ambassadeur de ce pays en France.

Il souhaite qu’au terme de cette session spéciale puisse être adoptée par consensus une déclaration solennelle, au nom des commissions des affaires étrangères et de la défense de l’ensemble des parlements nationaux de l’Union et du Parlement européen, exigeant le retrait sans condition des troupes russes du territoire ukrainien, appelant à renforcer les sanctions sans précédent déjà prises à l’encontre de la Russie et apportant un soutien sans faille à l’Ukraine.

Il souligne que la sécurité et l’indépendance de l’Ukraine ne sont pas les seules à être menacées. C’est aussi la sécurité de l’Europe qui se joue ; la guerre est à ses portes. L’Union européenne, qui s’est construite pour établir en son sein et promouvoir la paix, a formidablement réussi. Mais elle doit aussi être prête à répondre aux agressions, à affronter les périls de toutes sortes. Il souligne qu’en Biélorussie, régime dont l’Union européenne ne reconnaît pas la légitimité, un référendum devrait ouvrir la voie au déploiement d’armes nucléaires.

Rappelant que l’Union européenne avait longtemps écarté la pensée même de la guerre, il indique qu’elle ne peut plus se le permettre aujourd’hui : face aux défis du moment, les débats théoriques et les divisions l’ayant parfois affectée n’ont plus de sens. Il faut faire le choix pragmatique de l’efficacité.

Il appelle à mobiliser les capacités militaires. Si le parapluie de l’OTAN offre les meilleures garanties de dissuasion et de sécurité, celles-ci peuvent être encore renforcées, par la mise en place d’une solidarité européenne de défense. Telle est l’urgence.

Il souligne que la lutte contre la désinformation, de même que la cybersécurité et la maîtrise du cyberspace constituent autant d’enjeux pour lesquels les pays de l’Union européenne ne luttent pas à armes égales et ne sont pas suffisamment préparés. Il recommande d’encourager les investissements en matière de défense au sein de l’Union et suggère l’instauration d’un mécanisme préférentiel pour les investissements dans le champ sécuritaire, chemin le plus sûr pour un renforcement de la souveraineté industrielle.

Il prône une révision du projet de boussole stratégique européenne, sur l’élaboration duquel les parlements ont été trop peu consultés. La présente conférence permettra la contribution parlementaire qui fait défaut.

Il souligne la nécessité de poser la question de l’indépendance énergétique.

À ses yeux, une maxime de Thucydide dans *L’Histoire de la guerre du Péloponnèse*, ouvrage redevenu une référence obligée de la géopolitique contemporaine, a traversé le temps : « Il est dans la nature de l’Homme d’opprimer ceux qui cèdent et de respecter ceux qui résistent. » Il forme le vœu que les résultats de la conférence interparlementaire conduisent ou contribuent au renforcement des capacités de résistance de l’Union européenne.

Il conclut en appelant à faire bloc autour de l’Ukraine et des valeurs de liberté et de démocratie, les démocraties ayant toujours le dernier mot en Europe. *(Applaudissements.)*

Mme Laetitia Saint-Paul, vice-présidente de l’Assemblée nationale de la République française, qualifie d’acte de guerre la décision de la Russie de lancer son armée à l’assaut de l’Ukraine, faisant siens les propos du Président de la République, pour qui cela aura « des conséquences profondes, durables sur nos vies et la géopolitique de notre continent ». Jugeant cette agression inacceptable, intolérable et extrêmement dangereuse pour la paix, elle exhorte, à l’instar du chef de l’État, à y répondre « sans faiblesse, avec sang-froid, détermination et unité », par une solidarité sans faille avec le peuple ukrainien.

Elle rappelle que l’Europe a été vouée à la paix par ses pères fondateurs : paix à l’intérieur de ses frontières, sans cesse étendues, mais également à l’extérieur, par la promotion inlassable de ses valeurs : respect des droits fondamentaux, démocratie, multilatéralisme, primat du droit sur la force, prospérité et progrès partagés entre les peuples.

Elle souligne combien l’Europe, vouée à la paix, car instruite tout au long de son histoire des ravages de la guerre, est confrontée à des crises multiples : politiques, économiques, énergétiques, sanitaires ou environnementales. Toutes ont pour point commun d’être chacune un défi lancé à l’Union européenne, à la paix et à l’ensemble de ses valeurs, défi que celle-ci a relevé.

Elle énumère les actions fortes menées par l’Union européenne, qui a pris fait et cause pour la jeune démocratie ukrainienne : envoi d’une mission civile pour aider aux réformes ; aide financière massive non seulement à l’État, mais également aux populations civiles du Donbass ; sanctions contre la Russie, etc. Elle évoque également le Sahel, où l’Union européenne a lancé plusieurs missions civiles et militaires, couplées à une aide au développement pour aider les États de la région à se renforcer face à la menace djihadiste. Elle indique également que l’Union européenne a été au rendez-vous sur les mers et océans, pour garantir la protection et la sécurité en haute mer. Elle salue enfin l’efficacité et la solidarité dont l’Union européenne a su faire preuve face à des défis plus globaux, comme le coronavirus, avec le partage de plus de 400 millions de doses de vaccins, ou la lutte contre le changement climatique, avec un *Green Deal* visant à la neutralité carbone en 2050.

Elle refuse de voir dans la crise ukrainienne la marque d’une impuissance de l’Europe, rappelant que les précédentes crises, loin de diviser et d’affaiblir l’Union, ont au contraire contribué à la rassembler et à la renforcer. Elle ne doute pas que les États membres et l’Union européenne sauront faire front ensemble et trouver avec leurs alliés des réponses à la hauteur de l’agression dont la Russie s’est rendue coupable. Elle est intimement convaincue que, sans l’intervention de l’Union européenne, la situation en Ukraine, au Sahel et ailleurs aurait été bien pire.

Elle fait référence à de nombreuses initiatives qui ont été prises depuis cinq ans alors qu’elles avaient longtemps paru impossibles. La coopération structurée permanente, prévue par le traité de Lisbonne, a été lancée le 11 décembre 2017. L’initiative européenne d’intervention, engagée en 2018, vise à renforcer l’autonomie stratégique et la capacité à agir ensemble des États membres. Le fonds européen de défense permet le financement de projets de développement capacitaires, et la facilité européenne de paix favorisera le financement conjoint des capacités militaires au bénéfice d’États tiers. Toutes ces initiatives ont donné à l’Europe de la défense une réalité concrète. Mais encore faut-il un cadre et un cap. C’est l’objet et l’ambition de la boussole stratégique.

Selon l’oratrice, d’autres crises, peut-être plus graves encore, vont survenir, dans de nouveaux espaces, comme l’espace extra-atmosphérique ou le cyberespace, l’Arctique ou les grands fonds marins. Elles impliqueront de nouvelles armes, comme les missiles hypersoniques ou les lasers, et de nouveaux acteurs comme des sociétés privées de sécurité.

Elle considère donc la boussole stratégique comme une réponse essentielle. L’Europe a besoin d’une analyse partagée des menaces, d’une définition commune de ses priorités stratégiques, d’une meilleure coopération pour renforcer ses capacités, industrielles et opérationnelles. Il lui faut surtout donner une cohérence à l’ensemble des initiatives prises.

Elle insiste sur l’importance particulière de la capacité européenne de déploiement rapide, surtout dans le contexte actuel. L’Europe doit être capable d’agir rapidement, en toute autonomie, partout où ses intérêts stratégiques sont menacés. L’autonomie stratégique est non pas une remise en cause du rôle de l’OTAN ni un doux rêve, mais une ardente nécessité, sous peine de voir les multiples crises présentes et à venir mettre à mal la construction européenne, voire l’idée même d’une union possible des peuples européens.

Soulignant le caractère essentiel des conférences interparlementaires sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), auxquelles elle a parfois participé, pour l’information des parlements nationaux, elle se réjouit de la présente conférence, preuve que l’Union européenne est en voie de surmonter la crise de la covid-19. Certaine que l’Europe surmontera également les autres crises, à commencer par la crise ukrainienne, elle forme le vœu que l’Union sorte renforcée de cette présidence française. *(Applaudissements.)*

[M.](http://www.senat.fr/senateur/larcher_gerard86034e.html) Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, voit dans cette réunion l’occasion de réaffirmer l’unité des membres de la conférence interparlementaire et leur attachement aux valeurs de l’Union, dans le contexte de l’invasion de l’Ukraine par la Russie, qui fragilise la sécurité de l’Europe dans son ensemble. Il souhaite ainsi que la conférence permette d’envoyer à l’Europe et hors d’Europe un message d’unité et de détermination commune.

Les circonstances exceptionnelles ont conduit à modifier profondément le programme des travaux. Il a été décidé de consacrer une session spéciale à la situation en Ukraine. Ce sera l’occasion d’adopter par consensus une déclaration exprimant l’unité et la détermination face à l’agression que subit actuellement ce pays. Un tel message est essentiel pour faire comprendre à leurs adversaires que les parlements d’Europe n’ont ni illusion ni fausse pudeur sur les enjeux d’un tel conflit : il faut prendre acte du retour de la guerre sur le sol européen et réagir avec la vigueur qui s’impose. La paix n’est jamais un acquis, encore moins une constante. Il revient aux représentants des peuples d’Europe de cultiver l’esprit de défense. Cela passe notamment par des choix budgétaires. Les budgets de la défense ont trop longtemps été sacrifiés. Il faut ouvrir les yeux sur la brutalité du monde et en tirer toutes les conséquences. Après l’intervention de l’ambassadeur d’Ukraine, chaque délégation aura la possibilité d’exprimer son point de vue sur la crise actuelle.

L’orateur rappelle que le peuple ukrainien voulait vivre libre. L’aspiration au bonheur et l’héritage des Lumières : c’est précisément ce que M. Poutine ne supporte pas et souhaite briser. Le seul crime du peuple ukrainien aux yeux du Kremlin aura été d’être trop libre, trop indépendant, trop souverain.

Il souligne combien les pays de l’Union européenne peuvent être fiers de faire vivre leurs institutions démocratiques, qu’il faut défendre avec une détermination et une volonté renouvelées par la brutalité du crime dont est victime la nation ukrainienne. C’est dans cet esprit combatif qu’il invite les membres de la conférence interparlementaire à participer aux travaux. *(Applaudissements.)*

[M.](http://www.senat.fr/senateur/larcher_gerard86034e.html) Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères de l’Assemblée nationale de la République française, souligne l’importance d’une telle réunion dans la réponse que le continent européen doit donner à l’attaque contre l’Ukraine. Il appelle à jeter les bases d’une Europe plus volontaire, plus active, plus capable de relever les défis auxquels elle est confrontée. Selon lui, ce qui semblait acquis depuis la fin de la Guerre froide était peut-être une illusion. Le président Poutine a fait litière des valeurs de l’Union européenne : l’État de droit, la démocratie et le bien le plus précieux, la liberté. En montrant que ses engagements internationaux n’étaient que des chiffons de papier, le président russe a disqualifié la parole de son peuple, la parole de son État et sa propre parole. Vladimir Poutine ne s’arrêtera que lorsqu’on l’arrêtera.

Il appelle les Européens à une double révolution. Révolution copernicienne d’abord : si l’Europe a été construite pour réconcilier des belligérants d’hier, ceux-ci doivent aujourd’hui s’unir pour défendre leurs valeurs, agressées de l’extérieur. Révolution géopolitique de la puissance ensuite : il ne suffit pas d’être exemplaires en matière de démocratie et d’État de droit ; il faut que le droit soit fort pour être respecté. Dans un monde dangereux, où la Chine menace profondément les valeurs humanistes, où l’islamisme est redoutable et où la Russie ne fait aucun cas des principes qu’elle devrait reconnaître, les Européens doivent changer de logiciel, s’unir et se mobiliser militairement, technologiquement, intellectuellement, moralement et, surtout, politiquement. Ils doivent avoir un esprit plus combatif, sous peine de voir leurs valeurs disparaître.

Citant à son tour Thucydide, qui déclarait : « Il n’est point de bonheur sans liberté ni de liberté sans vaillance », l’orateur conclut son propos par un appel à la vaillance. *(Applaudissements.)*

[Mme](http://www.senat.fr/senateur/larcher_gerard86034e.html) Patricia Mirallès, vice-présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale de la République française, souhaite tirer une leçon de l’actualité internationale : si l’Europe veut œuvrer pour une résolution des différends passant par la négociation plutôt que par la guerre, elle doit se donner les moyens d’être écoutée. Pour cela, la cohérence et l’autonomie stratégiques de l’Union européenne sont une nécessité. Le monde d’aujourd’hui est plus dangereux qu’hier : le multilatéralisme et les architectures de sécurité, notamment en Europe, sont définitivement ébranlés, et les ambitions des puissances mondiales ou régionales s’affirment désormais sans retenue. En outre, les champs de la conflictualité se multiplient : du cyber à l’espace, de la guerre de perception à celle des fonds marins.

Aucune rhétorique de territoire, aucune rhétorique prenant l’Histoire en otage ne doit faire oublier le caractère inacceptable de l’atteinte à la souveraineté de l’Ukraine.

L’OTAN joue un rôle essentiel pour la sauvegarde de la paix et de l’Europe. Mais il ne faut pas confondre la sécurité euro-atlantique avec les enjeux de sécurité de l’Union européenne. Ainsi, 40 % des membres de l’Union européenne et de l’OTAN ne sont pas membres des deux. Même si l’OTAN est un outil nécessaire et remarquable, qu’il faut au demeurant moderniser et adapter, elle ne peut pas se substituer à la conscience que l’Union européenne doit avoir de ses intérêts stratégiques propres et de ses besoins de sécurité.

L’Union européenne est une communauté de destin. Pour ne pas subir les appétits de ses voisins, elle doit suivre le chemin désigné par le président Emmanuel Macron : passer d’une Europe de coopération à l’intérieur de ses frontières à une Europe puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix. Il faut refuser l’opposition artificielle entre l’Europe de la défense et l’OTAN ; le président Biden l’a lui-même reconnu.

La construction d’une Europe de la défense est difficile, et le processus est lent. Mais comment pourrait-il en être autrement compte tenu de l’histoire des États européens, de la diversité de leur approche diplomatique et de l’hétérogénéité de leur outil militaire ? Les circonstances incitent à aller plus vite et plus loin. La réponse, ce sera la boussole stratégique.

Les efforts doivent également porter sur la convergence des cultures opérationnelles des États, sur la consolidation de la coopération capacitaire et de la base industrielle et technologique de défense européenne et sur les normes. Il faut mettre l’excellence juridique de l’Union européenne au service de la défense.

L’oratrice rappelle que les générations futures observent les contemporains et fait part de sa conviction que celles-ci regarderont avec reconnaissance tout ce qui aura été fait en faveur de la construction d’une Europe puissante. *(Applaudissements.)*

M. David McAllister, président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, remercie le Sénat français d’accueillir cette vingtième conférence, alors que le continent européen connaît ses heures les plus sombres depuis la Seconde Guerre mondiale. Un pays doté de l’arme nucléaire a attaqué l’un de ses voisins et a promis des représailles contre tout pays européen qui viendrait à sa rescousse.

Le Parlement européen, comme l’ensemble des États membres de l’Union européenne, a condamné l’agression de l’Ukraine par la Russie et estime que cette atteinte à l’intégrité territoriale de ce pays est totalement injustifiable et illégale. Cette agression constitue une menace pour l’Europe, la stabilité régionale et l’ordre mondial dans son ensemble.

M. David McAllister considère que, au-delà de l’Ukraine elle-même, la cible de cette attaque est la démocratie en tant que modèle, ce qui ne peut pas laisser les Européens indifférents.

Il estime que l’Europe a besoin d’une approche mieux coordonnée en matière de politique étrangère et de défense. Des débats ont eu lieu sur ces sujets au Parlement européen et celui-ci a adopté plusieurs propositions d’action : promouvoir les partenariats ; améliorer le processus de décision ; assurer notre autonomie stratégique, notamment en réduisant nos dépendances ; développer des stratégies régionales cohérentes dans le monde entier. Pour cela, l’Union européenne a besoin d’une Union européenne de la défense et d’adopter une boussole stratégique, comme cela est prévu pour le printemps.

M. David McAllister conclut, en estimant que la démocratie est au cœur de l’ensemble des politiques de l’Union européenne et que la dimension parlementaire doit y prendre toute sa place. *(Applaudissements.)*

**Session spéciale sur la situation en Ukraine**

- Présidence de M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française -

M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, appelle à la tribune M. l’ambassadeur d’Ukraine en France. *(*Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire *se lèvent et applaudissent chaleureusement.)*

M. Vadym Omelchenko, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d’Ukraine en France, remercie le Parlement français et la conférence de l’avoir invité à s’exprimer. C’est un signe de solidarité avec le peuple héroïque d’Ukraine.

Avant de dresser le tableau de la situation en Ukraine après le début de l’agression par la Russie, il demande à la conférence de bien vouloir observer un moment de recueillement en mémoire des soldats ukrainiens présents sur l’île des Serpents en mer Noire qui, hier, ont refusé de se rendre et ont été tués par les troupes russes.

(Mmes et MM. les parlementaires membres de la conférence interparlementaire se lèvent et observent un moment de recueillement.)

M. Vadym Omelchenko donne ensuite des informations sur les combats en cours sur le sol de son pays. Les troupes ukrainiennes résistent et se défendent ; des soldats et des civils sont morts pour défendre leur patrie. L’attaque massive de l’armée régulière russe a été arrêtée à certains endroits. Dans les grandes villes, la population s’abrite dans le métro. De terribles combats ont lieu à l’aéroport d’Hostomel près de Kiev ; utilisé par l’entreprise aéronautique Antonov pour ses essais, cet aéroport dispose d’une longue piste qui faciliterait le transport des troupes russes.

De manière générale, les Russes avancent, mais l’armée ukrainienne se bat pied à pied. Dans le Donbass, l’armée russe n’a pas avancé d’un mètre. Les choses sont plus compliquées près de Kharkiv ou de Marioupol, où les combats sont acharnés.

M. Vadym Omelchenko rappelle que cette agression ouverte contre l’Ukraine a bien lieu en février 2022, et pas en 1941, mais comme durant la Seconde Guerre mondiale, Kiev est bombardée. Il confirme que la Russie ne vise pas uniquement des cibles militaires, mais aussi des quartiers d’habitation, et qu’elle utilise, dans le ciel européen, des missiles balistiques.

Il ajoute que les dirigeants russes copient Adolf Hitler, en agressant un pays de manière unilatérale et sous des prétextes absurdes : l’Ukraine n’a jamais menacé personne ! La Russie viole ainsi le droit international, et pas seulement la Charte des Nations unies.

Il donne un premier bilan des pertes russes, notamment la mort de 800 militaires et la destruction de sept avions, de six hélicoptères, de trente chars ou de cent trente autres véhicules blindés. Ce bilan montre l’ampleur de l’attaque russe.

L’attaque continue aujourd’hui, vendredi 25 février, dans une grande partie de l’Ukraine, y compris dans l’Ouest, près d’Odessa et de la frontière moldave, mais le système de défense ukrainien résiste. La Biélorussie et la Transnistrie servent toutes deux de base à cette agression, notamment pour lancer des missiles. La vie des 44 millions d’Ukrainiens est ainsi menacée, alors que la société ukrainienne est pacifique et démocratique.

Il estime que l’objectif de la Russie, qui est une puissance nucléaire, n’est pas seulement de détruire l’État ukrainien, mais aussi de créer son propre monde, dans lequel l’Europe n’existerait plus ou serait profondément divisée. Dans la vision déformée des dirigeants russes, leur imaginaire, leur pays « sans défense » serait menacé par l’Ukraine… Alexeï Navalny se serait empoisonné tout seul… Or ni l’Ukraine ni l’OTAN ne menacent personne. Il s’agit donc bien d’une menace pour le monde entier, comme l’a clairement montré le discours de Poutine qui n’a parlé que de guerre. Et à cette menace universelle, la réponse doit être universelle.

Il ajoute que la guerre prend aussi des formes hybrides et demande aux Européens de faire confiance aux médias ukrainiens, car à la différence de nombreux médias russes de propagande, ils ne déforment pas la réalité et ne professent pas de mensonges éhontés !

L’Ukraine demande à l’ensemble des États européens et de la communauté internationale de prendre toutes les mesures pour stopper cette agression. Elle ne demande pas l’envoi de soldats et est bien consciente d’être seule face à l’une des plus grandes armées du monde, mais elle a des besoins, par exemple en combustible pour les véhicules militaires ou en sang.

Pour M. Vadym Omelchenko, la Russie dispose d’un avantage stratégique : la vie humaine ne compte pas pour ses dirigeants ! En Ukraine, les morts sont accueillis à genou et avec une grande émotion – chaque vie compte ! –, tandis qu’en Russie la société est silencieuse et des milliers de personnes peuvent mourir sans que les dirigeants s’en préoccupent.

M. Vadym Omelchenko invite les Occidentaux à soutenir résolument l’Ukraine et à condamner les actions criminelles de la Russie qui constituent, d’un strict point de vue juridique, des actes de terrorisme. L’Ukraine a plusieurs demandes : déclarer un blocus économique de la Russie ; en finir avec la dépendance énergétique européenne envers la Russie ; bloquer les chaînes de télévision et les médias russes, qui influencent les citoyens et veulent les transformer en zombies ; geler sans tarder tous les comptes bancaires et avoirs des oligarques russes et des proches du pouvoir ; expulser les ambassadeurs russes ; fournir à l’Ukraine les moyens de se défendre.

Il conclut en rappelant que l’Ukraine a conscience de se battre pour le monde entier. (Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent longuement.)

M. Christian Cambon, président, remercie M. l’ambassadeur de son témoignage et des informations qu’il a fournies à la conférence. Il apporte le soutien absolu de l’ensemble des délégations à l’Ukraine dans l’épreuve qu’elle traverse et face à la violation historique du droit international dont son peuple et elle sont les victimes.

Il informe la conférence que la troïka et la délégation du Parlement européen ont préparé un projet de déclaration commune, dont les membres de la conférence vont pouvoir maintenant débattre et qui devra être adopté par consensus.

M. Pavel Fischer, représentant du Sénat de la République tchèque, remercie la présidence de la conférence d’avoir aménagé le programme de la journée pour pouvoir débattre de ce sujet gravissime : la guerre de la Russie contre l’Ukraine.

La Russie est l’agresseur ; elle avance ici ses pions, y compris en matière d’information, comme elle l’a déjà fait ailleurs dans le passé. M. Pavel Fischer rappelle notamment l’exemple de la Biélorussie, où, quand des journalistes ont voulu s’exprimer contre le régime, ils ont été remplacés par des Russes… Il considère que beaucoup d’autres pays peuvent être concernés, par exemple la Moldavie.

M. Pavel Fischer estime que des sanctions imposées au moment de l’invasion arrivent nécessairement trop tard et qu’il faut agir vite et de manière résolue.

Enfin, il lance deux appels. D’une part, il ne faut pas oublier la perspective européenne à laquelle sont attachés les peuples des pays qui ne sont pas membres de l’Union européenne – il n’est plus temps de tergiverser. D’autre part, la boussole stratégique qui sera adoptée dans quelques semaines doit être recalibrée en fonction de la menace russe sur nos libertés. *(Applaudissements.)*

Mme Nathalie Loiseau, représentante du Parlement européen, juge d’abord que l’Ukraine est en Europe : il s’agit donc bien d’une guerre européenne ! D’ailleurs, l’Ukraine est agressée justement parce qu’elle s’est tournée vers l’Europe, pas pour ce qu’elle est, et parce qu’elle nous ressemble. C’est donc aussi la démocratie qui est ainsi attaquée.

Elle estime que l’Europe a une responsabilité et qu’elle ne peut pas regarder ailleurs. De manière générale, il faut arrêter de parler de conflits « gelés » ; nous les avons simplement oubliés et nous n’avons pas suffisamment agi pour les régler.

Elle ajoute que personne, finalement, n’avait voulu croire que Poutine déclencherait une guerre. Or il a vu la fatigue américaine, notamment à l’occasion du retrait d’Afghanistan, et les hésitations de certains en Europe à bâtir une défense européenne robuste. Le chancelier allemand et le président français ont eu raison d’essayer de dissuader Poutine de livrer une guerre. En tout cas, cette guerre est le choix d’un homme et il doit en porter l’entière responsabilité.

Elle pense que l’Union européenne doit imposer des sanctions massives et que nous ne devrions pas nous demander combien celles-ci coûteraient à nos économies. Nous n’avons pas le droit à l’échec, c’est un moment historique et d’autres conflits pourraient basculer, par exemple dans les Balkans, si l’Europe n’y prend pas garde.

Elle conclut en faisant part de toute sa solidarité avec l’Ukraine et en indiquant que l’Union européenne devait aussi parler le langage de la puissance et qu’elle doit savoir se faire respecter. *(Applaudissements.)*

M. Joël Guerriau, représentant du Sénat de la République française, s’interroge sur la meilleure manière de défendre la démocratie en Ukraine et les autorités légitimes du pays, en particulier son président, Volodymyr Zelensky. L’Europe et l’Occident n’étaient pas préparés et pensaient qu’une guerre n’était pas possible. Les illusions ont été balayées ! *(Applaudissements.)*

**Mme Ana María Botella Gómez, représentante du Congrès des députés d’Espagne**, rappelle que beaucoup pensaient, avant l’agression décidée par le président russe, que la menace serait uniquement hybride. Finalement, des missiles sont lancés, les chars et les avions avancent en Ukraine et la population est directement touchée. Rien ne justifie cela !

Elle s’interroge ensuite sur les raisons pour lesquelles l’architecture internationale construite laborieusement après la Seconde Guerre mondiale n’a pas pu éviter ce cauchemar. Cette guerre unilatérale est un problème pour tous les Européens, qui en paieront le prix élevé, et pour le monde entier ; il faut montrer à Poutine que les violations du droit international et de la souveraineté d’un pays tiers ne peuvent pas rester impunies.

Elle demande à l’Europe de défendre le droit international dans la plus grande unité et de renforcer les sanctions. La priorité est de protéger la population ukrainienne.

Elle estime qu’il faut informer correctement les sociétés civiles, en particulier sur nos valeurs et nos alliances, et les préparer à de telles crises. Après avoir évoqué Diderot, elle conclut en indiquant que l’Europe ne doit pas abandonner l’Ukraine. *(Applaudissements.)*

Mme Monika Gregorčič, représentante de l’Assemblée nationale de Slovénie, estime que les images de l’agression de l’Ukraine par la Fédération de Russie sont très inquiétantes. Tant de personnes ont déjà perdu la vie ! Il faut absolument soutenir l’Ukraine.

Elle condamne fermement cette agression, qui constitue une violation du droit international, et considère qu’il faut imposer des sanctions plus lourdes à la Russie, notamment en ciblant des secteurs stratégiques. La communauté internationale ne peut pas accepter quelque changement que ce soit, territorial ou politique, qui serait une conséquence de l’utilisation de la force.

Elle ajoute que cette crise aura des répercussions sur la sécurité en Europe, notamment dans les Balkans occidentaux où la Russie tente depuis plusieurs années de renforcer son influence. C’est pourquoi l’Europe doit être unie et solide.

Elle conclut en demandant l’isolement politique de la Russie et en appelant l’Union européenne à renforcer ses capacités de défense en lien avec l’OTAN. La voie de la diplomatie doit rester ouverte, mais nous sommes loin d’une désescalade. *(Applaudissements.)*

Mme Roberta Pinotti, représentante du Sénat d’Italie, marque son accord avec le projet de déclaration commune. Elle estime que le choc est immense, en particulier après le témoignage poignant de M. l’ambassadeur d’Ukraine en France.

Elle rappelle que les signaux étaient préoccupants depuis plusieurs mois, mais que personne ne s’attendait à ce qu’une telle guerre soit déclenchée sur le sol européen. Il s’agit d’une violation flagrante du droit international et nous devons apporter notre soutien à l’indépendance et à la souveraineté de l’Ukraine.

Elle demande instamment à la Russie de retirer ses troupes et appelle à une réponse unie, ferme et déterminée de la part des Occidentaux et à des sanctions lourdes. L’OTAN envisage de déployer des troupes supplémentaires à ses frontières orientales, mais, ajoute-t-elle, une défense européenne plus cohérente serait un atout dans une telle crise, y compris pour renforcer l’OTAN.

Elle conclut en disant que l’Italie, en coordination avec ses alliés, fera tout ce qui est nécessaire pour régler cette crise qui est d’une gravité sans précédent. *(Applaudissements.)*

M. Bogdan Klich, représentant du Sénat de Pologne, salue le projet de déclaration présenté. Il remercie la présidence française d’y avoir inscrit un certain nombre d’idées suggérées par la Pologne et soutenues par la délégation tchèque.

Il rappelle que, depuis le début des années 1990, la Pologne est à la recherche d’un nouveau modèle coopératif de sécurité. On observait les signes prometteurs de son enracinement dans la région ; mais, malheureusement, en attaquant l’Ukraine, Vladimir Poutine l’a rendu obsolète. Le dialogue a été remplacé par l’usage de la force.

Face à cette nouvelle guerre froide, il estime que nous devons apporter notre soutien à l’Ukraine par tous les moyens, notamment en fournissant des armes, et imposer un train de sanctions robustes à la Fédération de Russie. Il ajoute que les sanctions décidées en 2014 furent trop faibles. *(Applaudissements.)*

Il précise que ces sanctions doivent être à la fois politiques, commerciales, économiques et financières et qu’il faut notamment exclure la Russie du système Swift de paiements bancaires.

Il anticipe que l’Ukraine méritera, après la guerre, un véritable plan Marshall. Il observe que nos frères et sœurs d’Ukraine luttent depuis 2014 pour que leur pays adhère à l’Union européenne et que nous devons construire l’unité européenne et atlantique tout en renforçant l’Europe. Il souligne enfin que les Américains doivent être à nos côtés. *(Applaudissements.)*

M. Pål Jonson, représentant du *Riksdag* de Suède, déclare qu’en ces heures sombres l’Europe doit opposer une riposte robuste et unie à la Russie ; qu’elle doit tout faire pour soulager la souffrance humaine et soutenir les forces de sécurité en Ukraine.

Tout d’abord, il constate que la Russie n’accepte pas les fondements de la sécurité européenne. Il ajoute que, pour de petits pays comme le sien, il est essentiel que la porte de l’Europe et de la sécurité européenne reste ouverte.

Ensuite, il se félicite que les États-Unis aient fait montre d’un fort *leadership* pour unir l’Occident et en appelle à davantage d’Europe en vue d’une riposte solide.

Enfin, il estime que l’invasion de l’Ukraine ne peut surprendre personne, puis interroge : notre riposte a-t-elle été assez forte après l’invasion de la Géorgie ? Qu’a fait l’Europe après l’attentat de Salisbury ? La Russie ne cesse d’avancer ses pions ; désormais, le président Poutine a franchi le Rubicon et, pour l’interrompre, il faut une réponse forte et unie. *(Applaudissements.)*

M. Martin Lidegaard, représentant du *Folketing* du Danemark, remercie le Sénat français d’avoir organisé cette conférence interparlementaire.

Il précise qu’hier soir le Parlement danois est convenu d’envoyer des contributions supplémentaires à l’OTAN, en particulier des forces de police et des avions vers la Pologne et les pays baltes, ainsi que des équipements destinés aux forces armées ukrainiennes. Il déclare que le Danemark invite instamment l’ensemble des pays à l’imiter s’ils le peuvent.

Il appuie intégralement le projet de déclaration communiqué. Il ajoute que l’Union européenne doit œuvrer à son indépendance énergétique, car les exportations de gaz de la Russie vers l’Europe sont finalement ce qui alimente l’industrie de guerre de M. Poutine. Or, rappelle-t-il, les pays de l’Union européenne sont les plus grands importateurs de pétrole et de gaz russes.

Il sait gré à l’Allemagne d’avoir mis fin au projet Nord Stream 2. Nous ne pourrons pas interrompre Nord Stream 1 dès demain, mais peut-être l’Union européenne pourrait-elle établir une feuille de route en vue de développer les énergies renouvelables et de se passer du gaz russe : ce serait, conclut-il, le moyen de frapper au cœur le régime de Vladimir Poutine. *(Applaudissements.)*

M. Titus Corlӑţean, représentant du Sénat de Roumanie, remercie à son tour la présidence française du Conseil de l’Union européenne et, au nom de la délégation de Roumanie, appuie l’adoption de la déclaration proposée.

Il apporte son soutien à la République de Moldavie et à la Géorgie. Il estime que, sans riposte de notre part, la prochaine victime sera la Transnistrie.

Il certifie que, depuis l’annexion illégale de la Crimée, la Roumanie soutient l’intégrité territoriale et l’indépendance de l’Ukraine, en dépit des mauvais traitements infligés à la minorité roumaine en Ukraine. Il renouvelle ce soutien et ajoute que l’invasion de l’Ukraine est un crime exigeant l’intervention d’une juridiction internationale.

Il rappelle que, depuis hier, des événements dramatiques se déroulent en mer Noire. Les forces russes ont pris l’île des Serpents, qui n’est qu’à quarante-quatre kilomètres des côtes roumaines et d’un port d’importance stratégique. La Russie, conclut-il, est déjà aux frontières de l’OTAN.

Face à Vladimir Poutine, qui menace l’Europe de « conséquences » sans précédent, il faut, insiste-t-il, réfléchir à une action d’ensemble pour défendre les valeurs européennes. *(Applaudissements.)*

M. Radoslaw Fogiel, représentant du *Sejm* de Pologne, exprime sa solidarité à la courageuse nation ukrainienne, dont les soldats se battent avec acharnement pour sauver leur pays.

Si l’agression russe contre l’Ukraine est bien sûr un acte de barbarie, il estime qu’elle est le fruit de plusieurs années de naïveté et de crédulité de la part de l’Union européenne.

Il considère que les Européens n’ont pas fait le nécessaire pour décourager Vladimir Poutine par le passé et qu’ils n’ont pas entendu les sonnettes d’alarme successives. En 2008, à Tbilissi, le président géorgien avait pourtant prévenu : bientôt viendrait le tour de l’Ukraine, suivie des États baltes et de la Pologne.

L’Union européenne, ajoute-t-il, s’est contentée d’affirmer qu’il fallait comprendre le point de vue de la Russie et que Vladimir Poutine était un partenaire avec qui l’on pouvait négocier et sceller des contrats, comme pour le projet Nord Stream. Il s’agissait, selon lui, de ménager les projets des milieux d’affaires européens.

Il espère que l’Union européenne va tirer un trait sur le passé, car elle doit isoler la Russie et devenir totalement indépendante des énergies qu’elle lui vend, comme le gaz. C’est un programme très ambitieux, concède-t-il, mais c’est là le prix de la liberté, de la démocratie et de la défense des valeurs européennes, lequel ne saurait être trop élevé. *(Applaudissements.)*

M. Rainer Semet, représentant du *Bundestag* d’Allemagne, constate que notre monde a changé depuis l’invasion de l’Ukraine. Rares sont ceux qui pensaient Poutine capable d’aller si loin ; or, aujourd’hui, l’Europe est de nouveau en guerre.

Il rappelle que Poutine combat tout simplement la démocratie, la liberté, les valeurs pour lesquelles l’Europe s’est longtemps battue et qu’elle ne croyait plus menacées sur son sol.

Il note que, face à la Russie, le monde est de plus en plus polarisé et que nous devons tout faire pour défendre nos valeurs. Nous devons en particulier repenser nos relations économiques, notre stratégie de défense et nos partenariats avec les pays amis. Pour l’heure, conclut-il, il faut soutenir l’Ukraine et mettre la pression sur la Russie. *(Applaudissements.)*

M. Chris Stoffer, représentant de la Chambre des représentants des Pays-Bas, insiste sur le fait que l’invasion de l’Ukraine appelle une réponse ferme de l’Europe, car elle ne saurait rester impunie. Il ajoute que son pays soutient le peuple ukrainien et le projet de déclaration préparé.

Il rappelle que, en 2014, lors d’un sommet de l’OTAN, les dirigeants politiques se sont engagés à investir 2 % de leur PIB national dans la défense. À son sens, il est grand temps de tenir cette promesse, premier pas vers notre autonomie stratégique, car à l’évidence l’esprit de solidarité et d’amitié qui préside depuis la Seconde Guerre mondiale ne suffit plus. Il signale ainsi que les Pays-Bas ont d’ores et déjà augmenté leurs dépenses de défense, tout en ajoutant que le temps presse.

En conclusion, il cite cette phrase attribuée à Ralph Abernathy, qui combattit en faveur des droits civiques au côté de Martin Luther King : nous ne savons pas ce que l’avenir nous réserve, mais nous savons qui va déterminer notre avenir. *(Applaudissements.)*

Mme Ventsislava Lyubenova, représentante de l’Assemblée nationale de Bulgarie, observe que les derniers jours et les dernières nuits nous ont montré la face la plus sombre des ambitions humaines. Elle estime que cette agression contre la paix, la liberté et l’État de droit ne saurait rester sans réponse et que tous les pays amis de l’Ukraine doivent prendre les mesures qui s’imposent.

Elle rappelle que l’Union européenne doit rester unie, continuer à demander la paix et laisser les canaux diplomatiques ouverts. Comme tous les autres pays représentés ici, la Bulgarie va réfléchir aux moyens de participer aux opérations humanitaires, en tendant la main au peuple ukrainien comme aux Bulgares vivant en Ukraine.

La Bulgarie demande à la Russie d’interrompre immédiatement les opérations militaires et de se retirer d’Ukraine pour revenir aux principes du droit international. *(Applaudissements.)*

M. Giorgos Karoullas, représentant de la Chambre des représentants de Chypre, relève que nous sommes à un tournant de notre histoire. Nos principes et nos valeurs sont menacés par la violation de l’intégrité d’un État souverain, ce qui rappelle les heures sombres de la Guerre froide. C’est, ajoute-t-il, la stabilité de toute l’Europe qui est menacée.

Hier, le Parlement chypriote a adopté une résolution condamnant cette agression, demandant le cessez-le-feu et le retrait immédiat des troupes russes. Il certifie que Chypre soutient l’intégrité territoriale de l’Ukraine ; par principe, insiste-t-il, toute violation du droit international doit être condamnée, quelle qu’elle soit.

Il déclare que, depuis quarante-sept ans, la Turquie occupe 40 % du territoire chypriote et y poursuit un processus de « turquisation » que Chypre condamne également.

Il affirme que seules la cohésion européenne et une véritable fermeté permettront d’adopter les mesures qui s’imposent, car l’Union européenne doit être unie et solidaire pour renforcer les structures de sécurité et défendre la stabilité internationale. *(Applaudissements.)*

M. Marko Mihkelson, représentant du *Riigikogu* d’Estonie, remercie à son tour le Sénat français d’avoir organisé cette réunion. Il se félicite d’observer une telle solidarité en faveur de l’Ukraine, avant d’ajouter que nous devons à présent la concrétiser en joignant le geste à la parole.

Il insiste sur le fait que les combats en Ukraine menacent notre avenir commun et qu’il faut agir avant que la Russie ne fasse de nouvelles victimes – l’Estonie ou l’Europe tout entière. Les crimes qui se déroulent en Ukraine ne sauraient rester impunis.

Aux 70 % d’Ukrainiens qui souhaitent voir leur pays adhérer à l’Union européenne, il assure que l’Ukraine est la bienvenue si elle répond aux critères fixés. *(Applaudissements.)*

En conclusion, il déclare que les parlements nationaux de l’Union européenne doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour envoyer, sans attendre, de l’aide humanitaire à l’Ukraine. *(Applaudissements.)*

M. Emanuelis Zingeris, représentant du *Seimas* de Lituanie, exprime son soutien à l’Ukraine et invite l’ensemble de ses collègues à condamner fermement cet acte d’agression. Il ajoute que nous devons faire en sorte d’assurer l’entrée de l’Ukraine dans l’Union européenne, résister à la dictature russe et lui infliger des sanctions.

Il relève que tous les partis politiques de son pays ont exprimé leur solidarité envers la population ukrainienne comme envers l’Ukraine, État démocratique et souverain. *(Applaudissements.)* Ces heures ne sont pas sans évoquer la Seconde Guerre mondiale et il a une pensée pour toutes les victimes de ce conflit, à commencer par les juifs.

Il insiste sur la nécessité d’envoyer à l’Ukraine tout ce dont elle a besoin, en particulier des équipements militaires, et de prendre les mesures économiques et financières qui s’imposent. Enfin, il demande à l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe d’exclure la Russie du Conseil de l’Europe. *(Applaudissements.)*

M. Sergio Sousa Pinto, représentant de l’Assemblée de la République du Portugal, témoigne à l’Ukraine tout le soutien de la délégation portugaise. Il insiste sur la nécessité de mettre un terme aux exportations de pétrole et de gaz russes tout en déployant des sanctions fortes et immédiates.

L’Europe, annonce-t-il, doit se préparer à renouer avec les politiques de dissuasion. *(Applaudissements.)*

M. Rihards Kols, représentant du Parlement de Lettonie, défend à son tour l’intégrité territoriale de l’Ukraine tout en insistant sur la nécessité d’infliger des sanctions à la Russie. Chaque Parlement, chaque pays de l’Union doit prendre des mesures en ce sens. Il est essentiel d’afficher clairement son camp.

À cet égard, il rappelle que la Biélorussie soutient l’invasion russe ; que, dans deux jours, au terme d’un référendum, ce pays sera très probablement considéré comme un territoire militaire russe et que nous devons également prendre des sanctions à son encontre, avec la même fermeté.

Il insiste sur le fait que la Russie est une autocratie se berçant de ses propres illusions et que l’invasion de l’Ukraine peut mettre en danger l’Europe entière. Aussi n’est-ce pas le moment, à son sens, de parler du changement climatique.

Il invite l’ensemble de ses collègues à ouvrir les yeux. À l’heure où la Russie attaque nos valeurs démocratiques, la liberté d’expression doit être utilisée à bon escient face à la propagande russe. *(Applaudissements.)*

Pour M. Gerard Craughwell, représentant du Sénat d’Irlande, cette conférence s’apparente à une réunion de famille dont tous les membres sont inquiets pour l’un d’entre eux, l’Ukraine. Il déclare que l’Irlande se tient aux côtés de l’Ukraine, soutient la mise en œuvre de sanctions massives à l’égard de la Russie, et entend aider tous les Ukrainiens souhaitant fuir leur pays.

Il ajoute que les agresseurs devront répondre de leurs actes. L’Union européenne ne cherche pas le bain de sang, mais la paix. Il convient de couper les vivres à Poutine et à ses proches, de réduire notre dépendance à l’énergie russe, de frapper le système bancaire et financier de l’envahisseur, et d’être unis pour imposer des sanctions énergiques.

Il rappelle que nul n’a bougé pour défendre la Tchétchénie, la Géorgie ou la Crimée en 2014. Les paroles ne suffisent pas ; il importe désormais, insiste-t-il, d’agir ensemble et de manière très ferme. Même si l’Irlande n’est pas membre de l’OTAN, il l’invite à intervenir pour empêcher les avions russes de bombarder des innocents. *(Applaudissements.)*

M. Ahmet Aydin, représentant de la Grande Assemblée nationale de Turquie, souligne l’importance de cette conférence pour la sécurité en Europe.

Il conteste tout d’abord vigoureusement les propos du représentant de la partie grecque de Chypre, qui a parlé d’une invasion de la part de la Turquie : la seule invasion qui soit, estime-t-il, est l’occupation de toutes les fonctions administratives et gouvernementales par la seule partie grecque.

Il certifie ensuite que la Turquie soutient l’indépendance et l’intégrité territoriale de l’Ukraine. La position russe est inacceptable et n’est conforme à aucun texte international. Elle fait peser une menace majeure pour la sécurité de la région et du monde.

Il assure que la Turquie est en accord total avec ses alliés. Cette crise prouve que son pays constitue un membre incontournable de l’OTAN. Il indique que la politique de sécurité de l’Europe doit être cohérente avec l’action de l’OTAN, et qu’elle doit non la dupliquer, mais la compléter.

Il souligne que ce n’est pas en fermant les frontières que l’on évite les crises. Il importe plutôt de faire preuve de solidarité et de développer les coopérations, car la sécurité de l’Europe commence au-delà de ses frontières. Il espère que la France, qui assure la présidence du Conseil de l’Union européenne, fera le nécessaire pour que les problèmes politiques auxquels la Turquie est confrontée soient résolus, et pour conclure de nouveaux accords de défense.

Il ajoute que son pays appuie pleinement le projet de déclaration communiqué. Il conclut enfin en remerciant la conférence d’accueillir la Turquie en tant que pays candidat à l’adhésion à l’Union européenne.

M. Bjarni Jonsson, représentant du Parlement d’Islande, fait part de sa tristesse au regard des évolutions observées ces derniers jours. Il déclare que l’Islande condamne l’invasion de l’Ukraine par la Russie, un acte d’agression d’un autre âge qui viole le droit international et dont les conséquences sont dévastatrices.

Il indique que la première préoccupation doit être d’éviter les pertes civiles. Les enfants méritent un avenir. C’est pourquoi l’Islande appelle la Russie à retirer ses troupes immédiatement. Lors d’un débat au Parlement islandais, tous les partis politiques ont apporté leur soutien au peuple ukrainien.

Il estime que cette crise devrait inciter les Européens à renforcer leurs systèmes de sécurité et à consentir davantage d’efforts pour se donner les moyens de faire face ensemble à ce type de défis. Dans l’immédiat, il convient, explique-t-il, d’apporter une aide concrète et pragmatique à l’Ukraine.

Il remercie la France d’avoir placé le drapeau ukrainien à côté des drapeaux français et européen, un geste symbolique de solidarité. En conclusion, il espère que tous les gouvernements engageront des actions fortes pour soutenir l’Ukraine. *(Applaudissements.)*

M. Miodrag Lekić, représentant du Parlement du Monténégro, rappelle que les pays des Balkans occidentaux souhaitent adhérer à l’Union européenne, en respectant bien sûr les critères fixés.

Il indique que le gouvernement du Monténégro condamne l’attaque militaire de la Russie et que l’heure est à l’action, non à la rhétorique. Il propose de s’inspirer de la devise d’Auguste Comte : « Savoir pour prévoir, afin de pouvoir ». Il faut commencer par savoir pour appréhender la complexité de la situation. Il estime qu’il n’est pas exclu de parvenir à une solution diplomatique, et salue les efforts du Président de la République française en ce sens.

Il explique enfin qu’investir dans la sécurité et la prospérité de l’Ukraine et des Balkans occidentaux, c’est pour l’Europe investir dans sa sécurité et sa prospérité. *(Applaudissements.)*

M. Christian Tybring-Gjedde, représentant du Parlement de Norvège, déclare que la Norvège apporte son soutien au projet de déclaration et à la mise en œuvre de sanctions plus fermes à l’encontre de la Russie.

Il explique que les crises du futur mêleront des actions directes et indirectes, des interventions militaires et non militaires. Les crises seront plus nombreuses ; beaucoup n’atteindront pas le seuil d’intervention militaire, mais il faut aussi se préparer à des confrontations militaires massives. Avec l’évolution des technologies, les conflits seront souvent de nature hybride : les Européens doivent donc coopérer pour développer leurs technologies et augmenter leurs dépenses de défense, au sein de l’OTAN mais pas seulement.

Il salue la résistance ukrainienne qui se dresse pour défendre nos valeurs et notre manière de vivre occidentales. Sans doute, ajoute-t-il, nombre d’Occidentaux souhaiteraient aller se battre en Ukraine, mais il est à craindre que Poutine n’exploite ces velléités à des fins de propagande, en expliquant que la Russie protège l’Ukraine contre ces interventions étrangères.

En conclusion, il cite cette phrase de Benjamin Franklin : « Nous devrons œuvrer ensemble, ou être pendus séparément. » Il importe d’agir de manière collective. *(Applaudissements.)*

M. Christian Cambon, **président**, conclut la session en constatant le consensus portant sur l’adoption du projet de déclaration solennelle, qui constitue un message de soutien aux Ukrainiens. Il espère que M. Poutine comprendra que les Parlements des pays européens sont unis et déterminés pour s’opposer à sa politique, qui bafoue le droit international et relève de méthodes d’un autre âge visant à contrer le désir de démocratie et de liberté de ses voisins. *(Applaudissements.)*

*La Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune adopte le projet de déclaration commune sur la situation en Ukraine.*

- Présidence de M. Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères de l’Assemblée nationale de la République française -

**Première session – « Quelle réponse de l’Union européenne face à la crise en Ukraine ? »**

M. Jean-Louis Bourlanges**, président de la commission des affaires étrangères de l’Assemblée nationale de la République française,** ouvre la première session, consacrée à la question suivante : « Quelle réponse de l’Union européenne face à la crise en Ukraine ? »

M. Éric Autellet, général d’armée aérienne, major général des armées françaises, constate que l’agression militaire de la Russie contre l’Ukraine constitue l’une des plus graves violations de l’ordre de sécurité européen depuis des décennies. Cette agression, qui a été condamnée avec fermeté par toutes les autorités politiques, et notamment le président Macron, bafoue le droit international et sape les fondements des valeurs défendues par l’Union européenne. Pour parvenir à ses fins, la Russie a recouru à des manœuvres d’intimidation, puis à une offensive militaire, plaçant tous les pays devant le fait accompli.

Alors que, depuis la fin de la Guerre froide, le continuum paix-crise-guerre prévalait, il explique que l’on fait face désormais à des stratégies hybrides qui jouent dans les intervalles, utilisent la dualité pour semer la confusion ou rendre difficile l’attribution des actes, et vont jusqu’à l’affrontement.

Un nouveau triptyque de la conflictualité apparaît : la compétition, la contestation, et l’affrontement. Selon le général Autellet, la compétition semble être devenue l’état normal des relations internationales, dans un contexte où certains États éprouvent une désinhibition à l’égard des règles de notre architecture de sécurité et n’hésitent pas à recourir à des manœuvres d’intimidation et à des stratégies du fait accompli pour parvenir à leurs fins. Cette compétition exacerbée peut évoluer vers la contestation, ouverte ou larvée, dans les domaines cyber ou informationnel. L’affrontement, comme en Ukraine, constitue le stade ultime, sans d’ailleurs exclure les états précédents.

Dès lors, il lui semble nécessaire, voire vital, d’afficher notre solidarité, notre cohésion et notre détermination. Sur le plan militaire, nous devons approfondir notre coopération et développer l’interopérabilité entre nos forces. À cet égard, la boussole stratégique européenne fixe un cadre commun et définit des objectifs thématiques et calendaires. Le chef d’état-major des armées françaises s’inscrit dans ce cadre lorsqu’il propose de faire preuve de pragmatisme dans l’approche des opérations : il convient de privilégier des cadres d’engagement qui laissent une marge de manœuvre aux États membres tout en étant compatibles avec la temporalité de leurs processus de décision ; il plaide pour des structures *ad hoc* et des coopérations structurelles entre les pays partenaires afin de gagner en réactivité et en agilité.

Le général Autellet ajoute que nous devons envisager les menaces contemporaines avec réalisme et repenser notre mode de gestion des crises. Celles-ci ayant évolué, nous devons prendre en compte leur durcissement, en nous dotant de capacités robustes ; cela doit faire partie de nos préoccupations de moyen terme. Il faut également prendre en compte les nouveaux champs de conflictualité : l’espace, le cyber, l’information, etc. Enfin, le développement d’une expertise militaire partagée contribuera à l’élaboration d’une réponse politique à ces nouveaux défis.

Il conclut en soulignant que les événements en Ukraine constituent un tournant dans l’histoire de l’Europe et qu’ils auront des conséquences sur la géopolitique de notre continent. Nous devons poursuivre nos efforts communs, en préservant la cohérence de nos travaux : la continuité entre les présidences passées et à venir fournit, estime-t-il, une preuve de cette solidarité. Au niveau militaire, cette cohérence se traduit par la complémentarité entre l’Union européenne et l’OTAN, fondement de notre défense collective. Il faut aussi s’interroger sur l’ambition opérationnelle de l’Union européenne, qui constitue l’expression politique de sa solidarité stratégique, et réfléchir à de nouveaux outils pour faire face aux nouveaux enjeux de conflictualité. *(Applaudissements.)*

Mme Alice Guitton, directrice générale des relations internationales et stratégiques au ministère des armées français, qui s’exprime en visioconférence, souligne que cette conférence interparlementaire joue un rôle essentiel dans l’appropriation par les Européens des enjeux de sécurité majeurs auxquels le continent doit faire face.

L’invasion de l’Ukraine constitue un tournant. Après avoir menti et feint d’emprunter la voie de la diplomatie, M. Poutine a fait le choix délibéré de la guerre, en violation de la Charte des Nations unies et des principes fondateurs de l’ordre européen et international, au mépris des efforts diplomatiques intenses de la France, des pays européens et des États-Unis pour trouver une issue pacifique à la crise. La France condamne fermement cet acte qui ne fait suite à aucune provocation, dont les justifications sont dénuées de toute réalité, et qui renvoie à une vision du monde qui n’est pas la nôtre.

Elle indique que la France est pleinement solidaire de l’Ukraine et se tient aux côtés des Ukrainiens. Leur liberté est aussi la nôtre. La France poursuit ses efforts, y compris diplomatiques, dans toutes les instances, au sein de l’Union européenne, de l’OTAN, de l’ONU, etc. pour que cette guerre cesse. Elle continuera à fournir à l’Ukraine une aide économique, financière et humanitaire, ainsi que des équipements militaires.

Il est crucial que les Européens continuent à manifester leur unité et leur cohésion. La France n’a eu de cesse ces dernières semaines de consulter ses partenaires, et elle continuera de le faire en dépit des tentatives pour diviser les Européens. Plus que jamais, les alliés doivent faire preuve d’unité et de fermeté à l’égard de la Russie.

Mme Guitton considère que la conférence de presse tenue hier par le secrétaire général de l’OTAN, la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen a constitué un signal très fort de cette unité. Elle note que l’Union européenne a réagi de manière unie, ferme et rapide. Un premier paquet de sanctions, adopté mardi, a pris effet mercredi soir. Jeudi matin, les 27 États membres ont exprimé sans ambiguïté leur condamnation de l’agression. Le Conseil européen a infligé des coups sévères à Moscou : les sanctions visent certaines personnes, les secteurs financier, de l’énergie et des transports, les exportations russes, ainsi que les délivrances de visas. Ces sanctions sont d’une ampleur inédite. L’Union européenne apportera aussi à l’Ukraine une aide sans précédent de 1,2 milliard d’euros.

Elle rappelle aussi que l’OTAN, alliance défensive, n’a cessé d’offrir à la Russie la possibilité d’un dialogue exigeant. Si aucune attaque contre l’un des membres de l’alliance n’a été constatée, l’OTAN se tient toutefois prête à toute éventualité : des consultations ont eu lieu sur la base de l’article 4 du traité de l’Atlantique Nord et l’activation des plans de réponse graduée a été décidée. Un sommet virtuel de l’OTAN se tiendra cet après-midi pour suivre l’évolution de la situation.

Elle indique que la France renforcera sa contribution à la présence avancée de l’OTAN en Estonie, accélérera le déploiement de soldats en Roumanie, et qu’elle est prête à déployer la force de réaction rapide, dont elle assure le commandement des composantes aériennes et terrestres.

Enfin, la France demandera, au sein de l’ONU, des comptes à la Russie : cette crise n’est pas seulement européenne, elle met en jeu la stabilité de l’ordre international.

L’invasion russe doit conduire les Européens à prendre conscience que le monde a changé et qu’il devient plus violent. Cette crise illustre la nécessité d’un réveil stratégique des Européens, qui était déjà l’un des objectifs de la présidence française de l’Union européenne. Les États membres doivent renouveler leur engagement pour se doter d’une ambition opérationnelle solide, dont la boussole stratégique pourrait être le vecteur, en vue de réduire leurs dépendances et de renforcer leur résilience… *(La connexion est interrompue pour des raisons techniques.)*

M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d’administration de la fondation Robert Schuman, relève que la solitude de l’Ukraine, que chacun déplore, ne doit pas masquer le fait que, dans le monde qui s’annonce, l’Union européenne sera elle aussi bien seule. Lorsque les Européens devront dessiner l’avenir de l’Europe, ils seront seuls. Certes, nous avons des alliés, mais ils sont loin et il ne leur appartient pas de décider à notre place.

L’autonomie stratégique, explique-t-il, c’est la possibilité de décider et d’agir de manière indépendante. Cette notion, sur laquelle la France a beaucoup insisté, est globale ; elle concerne notre résilience, notre résistance, mais aussi notre capacité de décider seuls. Il appartient aux Européens, insiste-t-il, de décider par eux-mêmes de leur avenir et de leur sécurité, de définir leur position face à la dictature russe, de choisir ce qu’ils veulent en termes d’indépendance technologique, économique, politique, etc.

Il précise que le concept d’autonomie stratégique, parfois mal compris, ne signifie pas qu’il faille renoncer à toute alliance : nous avons des alliés, mais les meilleurs alliés sont toujours les plus proches, non ceux qui sont au loin. L’autonomie stratégique doit être une priorité pour l’Europe. Pour y parvenir, nous devons discuter entre nous dans un esprit de solidarité, en regardant l’avenir et en étant bien conscients que nous seuls déciderons de notre avenir. *(Applaudissements.)*

Pour M. Nik Prebil, représentant de l’Assemblée nationale de Slovénie, la réponse de l’Union européenne à l’invasion terrifiante de l’Ukraine doit être ferme et rapide pour que le dictateur russe ressente l’effet des sanctions et que son peuple le pousse à mettre un terme à cette attaque. L’Union européenne et les États membres doivent apporter tout leur soutien à l’Ukraine.

Jeune parlementaire âgé de 30 ans, M. Prebil se dit très choqué par cette initiative cruelle et folle qui ne vise qu’à défendre des intérêts personnels en provoquant un bain de sang, et qui met en péril tout ce en quoi les Européens croient.

**M. Bojan Kekec, représentant du Conseil national de Slovénie**, explique que son pays comprend parfaitement la situation de l’Ukraine. La Slovénie, il y a trente ans, était dans une position similaire, en proie à l’agression russe. Il adresse donc toute sa compassion aux Ukrainiens. Des accords pour se protéger contre les menaces nucléaires sont essentiels, car le train de sanctions proposé n’est pas suffisant. Il rappelle que la liberté et la paix n’ont pas de prix. L’Europe tout entière, notamment les pays de l’Est, doit agir. Si l’Union européenne n’élargit pas l’espace de la démocratie, d’autres occuperont la place. Ainsi, la Slovénie soutient cette déclaration.

**M. Michael Gahler, représentant du Parlement européen**, estime qu’une réponse unie et la plus complète possible est nécessaire face à la volonté de destruction du dictateur russe. Il faut tout d’abord accueillir les réfugiés et exclure la Russie du système Swift. Les Européens n’auront pas froid cet hiver, car ils disposent d’assez de ressources en gaz et en pétrole. Il demande donc au gouvernement fédéral allemand de changer de position.

**M. Reinhold Lopatka, représentant du Conseil national d’Autriche**, rejoint les propos de M. Gahler. Il rappelle l’exigence de neutralité sur le plan militaire, mais pas sur le plan politique, face à la remise en cause de l’intégrité territoriale de l’Ukraine. Les acquis européens doivent être protégés, même si la Constitution autrichienne rappelle cette exigence de neutralité. Cependant, à Donetsk, à Lougansk et en Crimée, la population ukrainienne n’a pas été écoutée. Il faut donc contraindre la Russie à écouter cette voix : tous les Européens doivent faire front commun et prendre des sanctions. M. Lopatka remercie l’ensemble des parlementaires pour le signal fort envoyé aujourd’hui. *(Applaudissements.)*

**M. Juozas Olekas, représentant du Parlement européen**, rappelle que celui que l’on appelait autrefois « monsieur le président » est appelé depuis ce matin « monsieur le criminel », et qu’il est nécessaire de tendre la main à ceux qui défendent les valeurs européennes en Ukraine et qui demandent des mesures simples : sanctions, exclusion du système Swift et soutien militaire. M. Olekas demande à tous d’être forts et unis et d’agir immédiatement, car ils le doivent aux Ukrainiens. Il appelle chacun, dans son parlement national, à rappeler l’exigence d’une très grande fermeté, et demande de tripler la somme allouée pour aider l’Ukraine, car les 1,2 milliard d’euros actuels ne sont pas suffisants. *(Applaudissements.)*

**Mme Alexandra Attalides, représentante de la Chambre des représentants de Chypre**, souligne que l’inimaginable est advenu, la guerre en Europe. Depuis dix ans, l’Europe regarde Poutine devenir de plus en plus agressif, lui qui a su financer sa machine de guerre grâce à la facture énergétique européenne. Il n’aurait non pas fallu jouer l’apaisement, mais dénoncer ses méthodes brutales. Elle demande la plus grande fermeté envers Poutine et tous ceux qui violent le droit international. Une tolérance zéro est nécessaire. L’Europe doit désormais œuvrer pour son autonomie en matière de sécurité. Mme Attalides rappelle que Chypre est occupée illégalement depuis quarante-sept ans, et qu’elle se tient fermement aux côtés de l’Ukraine.

**Mme Nathalie Loiseau, représentante du Parlement européen**, affirme que les Européens ne feront pas la guerre à la Russie, car ils n’aiment pas la guerre et ne sont pas prêts. Cependant, ils doivent se préparer à défendre la démocratie, et surtout à sortir du débat infernal qui consiste à se demander s’il faut plus d’OTAN ou plus de défense européenne, car les deux sont nécessaires. Mme Loiseau insiste sur le fait que si l’Ukraine avait été dans l’OTAN, elle n’aurait pas été attaquée. Renforcer l’OTAN comme la défense européenne est donc crucial. Ne pas le comprendre, ce serait faillir au regard de l’Histoire et des générations futures.

**M. Kim Valentin, représentant du *Folketing* du Danemark**, compare M. Poutine à un enfant harcelant ses camarades de classe. Il déplore qu’il utilise le monde comme une cour de récréation. Il semble donc essentiel que les Européens ne montrent pas leur faiblesse s’ils veulent gagner la bataille. Un harceleur rit face à la compassion, ce n’est qu’un jeu pour lui. Poutine regarde l’Europe se débattre et ne changera pas en une seule nuit, ce qui impose de prendre des sanctions financières fortes pour frapper un grand coup, contre les banques et les avoirs des oligarques russes, et d’interrompre tous les investissements directs en Russie. La Russie est une économie faible, qui ne peut soutenir une guerre longue. M. Valentin conclut sur un appel à l’unité des Européens. *(Applaudissements.)*

**M. Iñigo Barandiaran, représentant du Congrès des députés d’Espagne**, exprime toute la solidarité du peuple basque aux Ukrainiens ; l’affront qui leur est infligé est un affront pour tous les démocrates. Il souscrit aux propos du président Bourlanges, qui demandait une réponse forte et unie, rappelant que la force vient de l’unité. Les Ukrainiens ont dit qu’ils étaient seuls, mais M. Barandian insiste sur le fait qu’ils peuvent compter sur l’appui de tous les parlements et peuples européens pour leur fournir toutes les ressources nécessaires, entre autres humanitaires, et les aider à survivre à cette guerre. *(Applaudissements.)*

**M. Reinhard Hans Bütikofer, représentant du Parlement européen**, partage toute la sympathie et la solidarité exprimées par chacun de ses collègues. Cependant, il demande aussi que chacun sache faire son autocritique. Il se demande comment les Européens en sont arrivés là. Ont-ils été naïfs ? Peut-être qu’ils ne voulaient pas voir les évolutions en cours, orchestrées par un dictateur révisionniste. Ont-ils été arrogants ? Il se demande enfin si les avertissements des ressortissants de l’Europe de l’Est n’ont pas été purement et simplement ignorés. Il demande donc à chacun de véritablement changer sa perception. *(Applaudissements.)*

**-** Présidence de Mme Patricia Mirallès, vice-présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationalede la République française **-**

**M. Konstantinos Gioulekas, représentant du Parlement de Grèce**, souligne que la population de son pays a connu une situation similaire à celle que vit l’Ukraine aujourd’hui. La communauté internationale et l’Europe sont mises face à leurs responsabilités, car les enjeux géopolitiques – respect des traités et du droit à vivre librement – et énergétiques sont cruciaux. Il insiste sur le fait que la Grèce respecte avant tout l’intégrité territoriale et la souveraineté de l’ensemble des États membres. À l’instar de Chypre, occupée illégalement par la Turquie, la situation est traumatisante. Il en appelle donc à tous les partenaires de l’OTAN pour répondre de manière proportionnée à l’agression, et à l’Europe pour construire une stratégie autonome et montrer qu’elle est à même de faire face à ces attaques et à ces remises en cause des traités internationaux et des frontières.

**M. Marko Mihkelson, représentant du *Riigikogu* d’Estonie**, pense que le temps des mots est passé et qu’il faut agir. L’Estonie a décidé d’envoyer davantage de munitions et des kits destinés aux combattants. Il forme le vœu que l’Allemagne et la Finlande se mettent d’accord et aident l’Estonie à envoyer des armes. Enfin, il invite chacun, instamment, à examiner comment bloquer les canaux de propagande russe en Europe et mieux protéger la liberté d’expression. *(Applaudissements.)*

**M. Piero Fassino, représentant de la Chambre des députés d’Italie**, condamne sans aucune hésitation les événements en Ukraine. Cette agression inacceptable est une tentative de retour à la théorie des souverainetés limitées, se traduisant par le souhait de la Russie de reprendre le contrôle sur certaines régions de l’Europe et d’en revenir à la Guerre froide. Il demande que le refus européen d’une telle stratégie soit catégorique. L’Union européenne doit garantir la souveraineté et l’intégrité territoriale de l’Ukraine, et il faut inclure au plus vite ce pays dans les politiques européennes, car il doit savoir qu’il appartient à la famille des démocraties.

M. Fassino ajoute que les sanctions les plus sévères sont nécessaires : il faut une stratégie européenne commune de diversification des ressources énergétiques, pour réduire les approvisionnements venant de Russie et pour pouvoir imposer des sanctions très sévères. Il conclut en rappelant que ce conflit a provoqué un flux important de réfugiés, qu’il faut accueillir dans tous les États membres, en faisant preuve de solidarité. *(Applaudissements.)*

**M. Maximilian Krah, représentant du Parlement européen**, propose un certain nombre de réflexions pour construire une riposte utile, car les sanctions se doivent d’être efficaces, et non contre-productives. Une évaluation semble nécessaire, avant de céder à la précipitation. Il faut surtout éviter de pousser la Russie dans les bras de la Chine. M. Krah invoque alors Talleyrand, qui conseillait de se méfier de ses premiers mouvements : ils ont beau être nobles, ils ne sont pas forcément les plus sages.

**M. Andrius Mazuronis, représentant du *Seimas* de Lituanie**, rappelle les propos de M. Zelensky, selon lesquels l’Ukraine est seule face à cette agression fasciste et folle, face au régime criminel de la Russie. Une aide militaire, économique, humanitaire est nécessaire, tout comme des sanctions absolument massives, mais ces sanctions n’arrivent pas, malgré les promesses. Il ajoute que la Fédération de Russie doit être isolée et exclue de toutes les activités internationales parlementaires. Il regrette que cette exclusion n’ait pas eu lieu plus tôt, après les événements de Tchétchénie, de Géorgie et de Crimée. Il conclut en affirmant que, demain, il sera trop tard. *(Applaudissements.)*

**Mme Assita Kanko, représentante du Parlement européen**, rappelle combien ces événements sont choquants et combien le fait de vivre en paix, sans guerre, dans une démocratie marquée de l’esprit des Lumières, nous semble acquis. Elle insiste sur le fait qu’il faut en réalité protéger notre liberté chaque jour.

Mme Kanko déplore que les Européens aient été roulés dans la farine, à cause de leur dépendance énergétique. Elle salue donc le projet de M. Macron de renforcer l’indépendance énergétique européenne. Elle ajoute qu’il faut aussi être vigilant face au poison de l’islam radical, qui va à l’encontre de l’idée européenne de liberté. Défendre les valeurs européennes est essentiel, notamment quand des pays tout proches sont en jeu. *(Applaudissements.)*

**M. Bastiaan van Apeldoorn, représentant de la Chambre haute des Pays-Bas**, considère que cette attaque brutale de l’Ukraine par la Russie viole les principes fondamentaux du droit international, notamment l’exigence de non-agression. Il décrit un président russe déclenchant une guerre depuis son palais du Kremlin, en toute sécurité, tandis que des civils sont massacrés. L’Europe doit donc répondre fermement, et Moscou doit comprendre le prix à payer. Il rappelle que de nombreux Russes ne veulent pas de cette guerre et qu’il faut emprunter à tout prix la voie diplomatique. Il souhaite un retrait des troupes russes pour restaurer l’intégrité territoriale et la souveraineté de l’Ukraine. Il conclut en s’interrogeant sur la manière de revenir à une voie diplomatique pour trouver une issue au conflit.

**M. Kacper Płażyński, représentant du *Sejm* de Pologne**, indique que, à la suite de l’annonce de sanctions, les marchés russes ont déjà chuté de 20 %. Il déplore que certains pays refusent l’exclusion du système Swift, notamment l’Allemagne. Il considère que le secteur énergétique allemand est en partie responsable de la situation actuelle, et qu’il bloque la prise de ces sanctions. Il rappelle que des sanctions Swift ont été imposées à l’Iran en 2012, alors que l’Iran ne faisait pas la guerre, tandis que, aujourd’hui, Poutine commet des crimes de guerre, défie les Européens et les menace d’attaques nucléaires. Il demande que l’on soit très attentif à la situation personnelle de M. Zelensky et il conclut en fustigeant la position de l’Allemagne, qu’il qualifie de honteuse.

**Mme Zeljana Zovko, représentante du Parlement européen**, indique que, comme tous les Croates, elle ressent la violence de ce conflit dans sa chair. Elle-même a été réfugiée et a perdu des êtres chers. Elle rappelle sa solidarité avec le peuple ukrainien et avec toutes les familles qui souffrent. Elle demande à tous de rester unis et de ne pas abandonner les Ukrainiens, tout en soulignant l’importance de reprendre une voie diplomatique dès que possible. *(Applaudissements.)*

**M. Pavel Fischer, représentant du Sénat de la République tchèque**, indique que les services secrets russes sont très actifs en Europe. Il informe l’assistance que des douzaines d’agents russes ont été expulsés de son pays par le gouvernement tchèque et que d’importants stocks de munitions ont été découverts, montrant l’influence grandissante de la Russie au cœur même de l’Europe, dans les entreprises, les groupes de presse et auprès des figures publiques. Il invite donc l’ensemble des parlementaires à être très vigilants quant aux actes d’espionnage de la Russie et à ses espions, et à agir en conséquence. *(Applaudissements.)*

**M. Titus Corlățean, représentant du Sénat de Roumanie**, estime que les Européens paient le prix d’une position trop édulcorée et pas assez unie depuis mars 2014 ; il qualifie de pure plaisanterie les discussions d’alors sur les sanctions à prendre contre la Russie. La réaction n’a pas été à la hauteur après les événements militaires en Moldavie, en Géorgie et en Ukraine. Il demande donc que l’Europe et ses alliés de l’OTAN fassent entendre une voix claire, unie et cohérente, et que l’Europe offre une vraie perspective européenne pour l’Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, en rappelant que les Balkans doivent aussi faire l’objet d’une attention particulière, car ils pourraient souffrir de répercussions importantes de ce conflit.

**M. Costas Mavrides, représentant du Parlement européen**, soutient la condamnation unanime de l’agression contre l’Ukraine et demande des sanctions très rapides et fermes contre le Kremlin et contre M. Poutine lui-même. Il s’agit d’une violation flagrante du droit international et d’une nouvelle attaque contre les valeurs démocratiques. M. Mavrides rappelle les termes de la déclaration qui en appelle au respect de la souveraineté et de l’intégrité territoriale des pays, et il s’indigne de constater que, au nom de Turquie, M. Erdoğan en soit signataire ; il dénonce une véritable hypocrisie, au regard de la situation chypriote. Il réclame instamment la construction d’une autonomie stratégique européenne, dans laquelle le leader soit la France, qu’il remercie pour l’organisation de cette conférence.

**M. Cesár Sánchez Pérez, représentant du Congrès des députés d’Espagne**, insiste sur le fait que cette crise touche le monde entier : cette attaque envers un pays souverain met en péril la sécurité de l’Europe et de l’ensemble du monde. L’Espagne respecte les traités, et attaquer l’intégrité territoriale de l’Ukraine, c’est attaquer celle de tous les États. À ses yeux, le temps de la réflexion et de l’analyse est passé et une action ferme s’impose, au nom de démocratie et de la liberté.

**M. Vito Petrocelli, représentant du Sénat d’Italie**, rappelle les images des bombes tombant sur l’Ukraine. À ses yeux, les parlementaires européens ont aussi fait des erreurs, et sont donc aussi coupables. Pendant huit ans, ils ont ignoré les événements du Donbass ; les autorités ukrainiennes, elles aussi, ont fermé les yeux sur l’action des Russes dans cette région. En conclusion, il souhaite que la voie de la diplomatie puisse se faire entendre de nouveau, car c’est le meilleur moyen d’aider l’Ukraine, tout en rappelant que, aussi difficiles que soient les décisions que prendra l’Ukraine, le soutien des Européens devra être indéfectible.

**M. José Ramón Bauzá Díaz, représentant du Parlement européen**, estime qu’en quelques jours l’Europe vient de changer de visage. Depuis soixante-dix ans, elle n’avait pas connu de guerre. Il revient à l’Europe d’aider l’Ukraine, en imposant des sanctions économiques à la Russie et en offrant à l’Ukraine ce que M. Poutine lui refuse, une vraie perspective européenne et transatlantique. Aujourd’hui, l’Ukraine est en feu. Il y va de la responsabilité de tous de défendre les valeurs qui ont triomphé après la chute du mur de Berlin, la démocratie et l’état de droit, la solidarité et la liberté. M. Bauzá Díaz demande une action rapide, et non plus des mots. *(Applaudissements.)*

**Mme Isabel Meireles, représentante de l’Assemblée de la République du Portugal**, évoque le bruit des bottes russes à la frontière ukrainienne, tandis que les cyberattaques russes et la propagande prennent le dessus. Elle rappelle les messages menaçants distillés par les pirates informatiques russes, notamment sur les portails numériques des institutions régaliennes ukrainiennes, déjà attaquées en 2015 et 2017. La Russie détruit aussi des données. Mme Meireles demande que l’Union européenne et l’Agence européenne de défense (AED) mènent une politique beaucoup plus musclée.

**M. Gary Gannon, représentant de la Chambre des représentants d’Irlande**, exprime la solidarité du peuple irlandais avec le peuple ukrainien. Aux portes de l’Europe, un monstre a lancé une attaque contre une démocratie européenne. La réponse doit être rapide et sévère. Il ne faut pas aller crescendo, mais réagir fortement tout de suite.

L’Union européenne est un projet de paix, de liberté. La responsabilité des Européens est de se souvenir d’où ils viennent et de ne jamais accepter de compromis sur leurs libertés. Les pays européens peuvent décider d’un boycott contre la Russie. En conclusion, M. Gannon dénonce les ambassadeurs russes qui ont diffusé de fausses informations et appelle à les expulser de l’Union européenne. *(Applaudissements.)*

**M. Rafael Damián Lemus Rubiales, représentant du Sénat d’Espagne**, rappelle que le 26 avril prochain marquera le 85e anniversaire des bombardements nazis contre la population sans défense de Guernica. À l’époque, l’Espagne démocratique avait demandé l’aide de l’Europe, mais celle-ci était restée immobile. Cette absence de réaction a donné des ailes au nazisme.

Aujourd’hui, douleur, terreur et mort ont été semées. L’attaque frontale contre les principes de l’Europe perpétrée en Ukraine, une première depuis la Seconde Guerre mondiale, doit pousser les Européens à la cohésion et à l’unité. Ils doivent empêcher la Russie de faire des affaires et l’asphyxier d’abord économiquement, même si cela a un coût pour les économies européennes. Se battre entraîne inévitablement douleur et sacrifice. *(Applaudissements.)*

**Mme Rasa Jukneviciene, représentante du Parlement européen**, affirme que Vladimir Poutine est un criminel de guerre qui comparaîtra devant un tribunal. Elle relate qu’un soldat ukrainien, Vitali Skakoune, s’est sacrifié pour faire sauter un pont afin d’empêcher les chars russes de passer. Elle appelle les Européens à envoyer des armes à l’Ukraine le plus tôt possible.

Le message doit être très clair : l’Ukraine fera partie de l’Union européenne. Les parlements des pays membres de l’Union européenne et de ceux de l’OTAN doivent former un front uni pro-Ukraine. Un tel réseau rendrait possible une coordination des actions. Mme Jukneviciene estime que les Européens doivent tout faire pour accélérer la chute de Vladimir Poutine. Et de conclure : Vive l’Ukraine ! *(Applaudissements.)*

**M. Akif Çağatay Kılıç, représentant de la Grande Assemblée nationale de Turquie**, exprime sa solidarité envers le peuple ukrainien. Selon lui, l’intégrité territoriale de l’Ukraine est intangible. Il appelle à ne pas dupliquer les efforts, mais à agir ensemble, en espérant que la rencontre des dirigeants de l’OTAN organisée cet après-midi même soit l’occasion d’envoyer un message très clair.

Les Chypriotes grecs et les Grecs ont mentionné la Turquie. Les forces armées turques stationnées à Chypre sont là pour les protéger, souligne-t-il.

**M. Andrija Nikolić, représentant du Parlement du Monténégro**, rappelle qu’il vient d’un pays qui, selon John Kerry, était sous la ligne de feu entre l’Ouest et Moscou en 2016 à cause de son intention de devenir membre de l’OTAN. Malgré la pression russe, le Monténégro a défendu son orientation atlantiste.

Un agresseur doit être poursuivi et puni. M. Nikolić exhorte ses collègues à ne pas oublier ce qui s’est passé dans les Balkans. L’agresseur s’arrêtera-t-il en Ukraine ou fera-t-il éclater un conflit au-delà, par exemple dans les Balkans ? Il faut prendre la situation très au sérieux, sinon les conséquences seront dramatiques, met-il en garde. *(Applaudissements.)*

**M. Nuno Carvalho, représentant de l’Assemblée de la République du Portugal**, assure que l’offensive russe sur l’Ukraine était très préparée, depuis longtemps. M. Poutine a constitué des réserves d’or importantes et réduit les échanges en dollars de 40 % à 16 %. Il est prêt à faire face aux sanctions. M. Carvalho appelle les Européens à ne pas limiter leur réflexion à la présente attaque, mais à se préparer à la prochaine offensive, qui entraînera une guerre d’un autre type. *(Applaudissements.)*

**M. Sergey Lagondinsky représentant du Parlement européen**, se souvient qu’il déclarait, voilà un mois à peine, que les Européens avaient oublié ce que cela signifiait d’être face à des héros. Aujourd’hui, ils font face au démon impérialiste. Il réclame des sanctions dévastatrices contre la Russie, à la mesure de la dévastation engendrée par son attaque contre l’Ukraine, même si ces sanctions sont douloureuses pour les Européens.

M. Lagondinsky appelle ses collègues à tourner leur regard vers la Pologne et à soutenir celle-ci, notamment dans l’accueil des réfugiés ukrainiens, biélorusses et russes. Il demande que les Européens ne les oublient pas, et n’oublient pas non plus ce qu’ils doivent au peuple ukrainien, qui a besoin d’aide humanitaire. *(Applaudissements.)*

**M. Utku Çakırözer, représentant de la Grande Assemblée nationale de Turquie**, déclare qu’il condamne fermement l’agression de la Russie à l’encontre de l’Ukraine. Il appelle les Européens à ne pas oublier que l’approche adoptée jusqu’à présent était insuffisante, et à œuvrer conjointement avec les Balkans et la Turquie.

Une Chypre divisée a été admise au sein de l’Union européenne, déplore-t-il, et chacun a constaté à quel point cela a constitué une faute. Il juge honteux que les représentants chypriotes ou grecs utilisent la présente conférence pour dénoncer leur situation. Il rappelle qu’aucun traité ressemblant à celui qui régit Chypre n’a été signé concernant l’Ukraine.

**M. Pavel Popescu, représentant de la Chambre des députés de Roumanie**, raconte que son arrière-grand-mère était ukrainienne. Il prédit que sa fille, dans de nombreuses années, lui demandera ce que lui et ses collègues politiciens ont fait lorsque M. Poutine a attaqué l’Ukraine. Il ne veut pas avoir à lui répondre qu’il était tranquillement assis à Paris, à ânonner les clichés habituels, dans sa bulle.

Il remercie les États-Unis pour leurs efforts et l’Allemagne pour sa dénonciation de « l’éléphant dans un magasin de porcelaine », et enjoint de penser à l’Ukraine, dont le peuple est massacré. L’Europe représente un soutien de centaines de millions de concitoyens. Sera-t-elle suffisamment courageuse pour défendre ses droits ?

M. Popescu appelle les Européens à être prêts à appliquer des sanctions à long terme, en écartant dès à présent la Russie du système bancaire Swift. Il souligne que la situation actuelle n’est pas une répétition, mais bien l’histoire en marche. *(Applaudissements.)*

**M. Athanasios Lioutas, représentant du Parlement de Grèce**, répond aux Turcs que la Turquie transgresse le droit d’un peuple entier, les Chypriotes.

La conférence de ce jour, note-t-il, se tient dans un contexte dramatique, où la Russie viole tous les traités internationaux. Il apporte son soutien au peuple ukrainien et précise que le ministère des affaires étrangères grec aide les Grecs de Marioupol, avec un plan d’évacuation.

Les pays alliés ont toujours condamné, ensemble, les agressions russes. Leur réponse doit comprendre des sanctions très fortes contre la Russie. Il faut réagir aux violations tragiques du droit international commises à l’encontre d’un pays européen, dont l’intégrité territoriale est menacée. La consolidation de l’indépendance énergétique doit notamment être une priorité.

**Le général d’armée aérienne Éric Autellet, major général des armées françaises**, juge toutes ces interventions très impressionnantes. Quand il y a une volonté, il y a un chemin, rappelle-t-il. Beaucoup de travaux ont été menés pour adapter et développer les structures, de telle sorte que les Européens sont prêts à agir. *(Applaudissements.)*

**M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d’administration de la Fondation Robert Schuman**, estime que l’émotion est partagée à tous les niveaux. Il est important de se tourner vers l’avenir, en exprimant la solidarité et l’unité de l’Union européenne. C’est ensemble que les Européens dessineront l’avenir de leurs peuples et de leurs pays. Et ce, dans l’autonomie stratégique, l’indépendance et la liberté, avec beaucoup d’enthousiasme. *(Applaudissements.)*

**Mme Patricia Mirallès, vice-présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale, présidente**, témoigne du plaisir et de l’honneur qu’elle a eus à présider cette séance. Le sujet évoqué tient à cœur à tous, dit-elle, avant de conclure qu’aujourd’hui nous sommes tous Ukrainiens, plus qu’hier et moins que demain.

*La séance est suspendue à 13 h 05.*

- Présidence de Mme Nathalie Loiseau, présidente de la sous-commission « sécurité et défense » du Parlement européen -

*La séance est reprise à 15 h 30.*

**Deuxième session – « Quelle action de l’Union européenne en faveur de la souveraineté et de l’intégrité territoriale de l’Ukraine ? »**

**Mme Nathalie Loiseau, présidente de la sous-commission « sécurité et défense » du Parlement européen, présidente**, remercie tous les parlementaires et intervenants pour leur présence et exprime tout particulièrement sa reconnaissance à Mme Svetlana Tikhanovskaïa, qui s’est déclarée présidente du gouvernement biélorusse en exil, venue témoigner. *(Applaudissements.)*

**Mme Svetlana Tikhanovskaïa, chef de file de l’opposition issue de la société civile de Biélorussie**, remercie tout d’abord le président Larcher et la présidence française du Conseil de l’Union européenne de l’avoir conviée.

Elle estime qu’il n’est pas exagéré de dire que l’avenir de l’Europe, de l’Ukraine et de la Biélorussie sont discutés en ce moment même. La Russie et le régime d’Alexandre Loukachenko mènent un assaut contre l’Ukraine, mais aussi contre l’Europe, d’une ampleur inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. L’attaque contre Kiev ressemble à une scène de cinéma tant il est difficile d’imaginer, en 2022, en plein cœur de l’Europe, que des personnes soient contraintes de se cacher dans le métro pour échapper à des bombardements. Certains s’organisent en groupes d’autodéfense, dont de nombreux Biélorusses qui ont fui leur pays.

Les attaques contre l’Ukraine violent le droit des Nations à l’autodétermination. Le président de la Fédération de Russie ne reconnaît ni la souveraineté ni les États-nations d’Ukraine et de Biélorussie. Il estime qu’ils appartiennent à sa sphère d’influence, ce qui révèle un état d’esprit obsolète.

Mme Tikhanovskaïa affirme que son cœur est avec les Ukrainiens, qui luttent pour leur pays et pour toute l’Europe. Cette attaque est un test pour cette dernière : c’est seulement si elle empêche que ses voisins soient maltraités sans conséquence qu’elle triomphera. Si l’Europe n’arrête pas M. Poutine en Ukraine, il sera un jour aux portes de Berlin ou de Paris.

Jamais l’attaque contre l’Ukraine n’aurait été possible si M. Loukachenko n’avait offert la Biélorussie à la Russie. C’est depuis son territoire que les hélicoptères, les avions, les tanks et autres engins entrent sur le territoire ukrainien. Il est en effet beaucoup plus rapide de passer par la Biélorussie occupée pour atteindre Kiev, que par la Russie.

M. Loukachenko a remis la souveraineté de la Biélorussie à M. Poutine en échange de son soutien en 2020, pour maintenir au pouvoir son régime fantoche. Seuls 12 % des Biélorusses estiment que leur pays doit soutenir la Russie contre l’Ukraine, pourtant aucune manifestation de masse ne se tient. Pourquoi ? Parce que les Biélorusses qui pourraient s’exprimer sont emprisonnés ou ont fui leur pays. Plus de 50 000 d’entre eux sont détenus, y compris le mari de l’oratrice, condamné à dix-huit ans de réclusion. Nombre de médias ou d’entreprises ont été expulsés ou sont contrôlés. La Biélorussie est dominée par la crainte.

Il a fallu neuf mois à l’Union européenne pour mettre en place un premier train de sanctions à l’encontre du pouvoir biélorusse, très tardivement. Faute d’une véritable riposte, face à de simples condamnations, le sentiment d’impunité du régime a été renforcé. Or tout le continent européen est menacé par la Fédération de Russie.

Un référendum doit se tenir ce dimanche sur le statut de neutralité et de force non nucléaire de la Biélorussie, alors que des troupes russes seront présentes dans le pays. Chacun doit comprendre que M. Loukachenko représente une menace contre la paix en Europe au même titre que le président de la Fédération de Russie. Il faut que les Européens agissent courageusement ensemble, car leur superpouvoir, c’est la solidarité. Ils doivent l’exprimer.

Chacun doit comprendre qu’on ne peut pas rééduquer les dictateurs. Toute tentative de paix avec eux les conforte dans leur sentiment d’impunité. Mme Tikhanovskaïa appelle instamment les Européens à cesser de reconnaître les autorités de Minsk, qui ne sont ni légitimes ni légales. Elle demande les sanctions les plus fortes et rapides possibles. Les demi-mesures n’auront pas de succès.

Mme Tikhanovskaïa dit avoir accepté, après concertation avec les forces démocratiques, de représenter la Biélorussie et de former un gouvernement de transition pour mener son pays vers des élections démocratiques et l’indépendance. M Loukachenko ne remplit pas sa tâche de défenseur de l’indépendance. Mais la volonté du peuple est plus forte que les bombes. Avec l’aide des Européens, la justice et la liberté prévaudront.

Mme Tikhanovskaïa demande que l’on soutienne l’Ukraine et la Biélorussie et que l’on ne laisse pas les dictateurs écrire l’histoire, car ce n’est pas à eux qu’elle appartient. (Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent longuement.)

**M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat**, remet à Mme Tikhanovskaïa, au nom du président du Sénat français, la médaille d’honneur du Sénat, signe de son soutien à sa lutte en faveur de la liberté et des droits de l’homme. *(Applaudissements.)*

M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l’Europe et des affaires étrangères de la République française salue les propos marquants qui viennent d’être tenus par Mme Svetlana Tikhanovskaïa. Un sommet du Conseil de l’Atlantique Nord, auquel participent le Président de la République et le ministre de l’Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a été convoqué en urgence pour faire face à ce qui constitue une situation de crise sans précédent. Les membres des assemblées françaises ont pris connaissance du message du Président de la République. Le recours à cette procédure exceptionnelle de la démocratie française est à la mesure de la gravité, exceptionnelle elle aussi, de la situation.

En dépit de tous les efforts diplomatiques qui ont été fournis, la Russie a fait le choix de la guerre en engageant une attaque militaire massive contre l’Ukraine. Ce choix délibéré, qui contrevient à tous les engagements pris par les autorités russes et réitérés il y a quelques jours encore, constitue une violation flagrante de la Charte des Nations unies et des principes fondateurs de l’ordre européen et international. Le Président de la République a évoqué « un tournant dans l’histoire de l’Europe et de notre pays. »

En attaquant l’Ukraine, le président Poutine signe en effet le retour de la guerre à grande échelle sur le continent européen. Il s’en prend aux fondements mêmes de la sécurité européenne et de l’ordre international construits, pierre après pierre, depuis 1945.

Face à la guerre, la réponse de l’Union européenne et de la France s’articule autour de trois actions complémentaires : fournir à l’Ukraine et à son peuple tout le soutien possible, maximiser, pour la Russie, le coût de son agression à travers l’établissement de sanctions sans précédent, et renforcer le soutien aux alliés du flanc Est. Sur ces trois volets, l’unité des Européens constitue une donnée frappante et constante depuis le début de la crise.

L’action de l’Union européenne en appui à la souveraineté et à l’intégrité territoriale de l’Ukraine s’exprime concrètement de trois manières. L’accord d’association signé entre l’Union européenne et l’Ukraine au printemps 2014 est le plus ambitieux et le plus étendu jamais conclu par l’Union avec un partenaire oriental. L’Union européenne est ainsi le premier donateur de l’Ukraine, avec 17 milliards d’euros d’aides versés depuis 2014.

Les chefs d’État et de gouvernement de l’Union européenne réunis en urgence le 24 février au soir pour un Conseil européen extraordinaire consacré à ce conflit ont réaffirmé leur volonté d’apporter à l’Ukraine un soutien supplémentaire. Une aide économique d’urgence, à hauteur de 1,2 milliard d’euros, à laquelle la France prendra toute sa part, a été décidée à cette occasion. À cela s’ajoutent l’augmentation des moyens consacrés au renforcement des capacités de l’armée ukrainienne, *via* la Facilité européenne pour la paix, ainsi qu’un soutien à l’enseignement militaire professionnel. Des contacts sont également en cours en matière de coopération cyber et de livraison de matériel.

Sur le plan humanitaire, Kiev a demandé le 15 février l’activation du mécanisme de protection civile de l’Union européenne (MPCU), en présentant une liste de matériels d’urgence. Sur cette base, le 24 février, la France a acheminé 33 tonnes de matériel et travaille à l’envoi d’une aide médicale importante dans les prochains jours.

Le deuxième volet de l’action européenne en appui à l’Ukraine concerne les sanctions. Le Conseil européen extraordinaire du 24 février a décidé l’adoption d’un deuxième paquet de sanctions contre la Russie, qui s’ajoute à celui qui avait été adopté le 22 février en réponse à la reconnaissance de l’indépendance des entités séparatistes. Jamais l’Union européenne n’avait adopté de mesures aussi fortes contre un État, et jamais elle n’avait agi aussi rapidement pour ce faire. Ces mesures couvrent les secteurs financier, énergétique, et de transport, ainsi que les biens à double usage, le contrôle et le financement des exportations et les visas. Des mesures additionnelles seront prises par ailleurs contre le régime biélorusse, à travers l’établissement d’un sixième paquet de sanctions.

L’unité transatlantique et la coopération entre l’Union européenne et l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) constituent également un signal fort envoyé à Vladimir Poutine. Des décisions importantes seront prises ce jour, dans lesquelles, là aussi, la France prendra toute sa part. Le président Emmanuel Macron a annoncé en particulier sa décision de renforcer les effectifs militaires français en Estonie et d’accélérer leur déploiement en Roumanie.

M. François Delattre réitère auprès de Mme Svetlana Tikhanovskaïa l’affirmation de la pleine solidarité de la France à l’égard de la population biélorusse et de ses aspirations démocratiques. La France est plus que jamais attachée à la souveraineté et à l’indépendance de la Biélorussie. La complicité du régime d’Alexandre Loukachenko dans l’invasion de l’Ukraine par la Russie, au mépris du droit international et des accords signés, marque une nouvelle étape dans le processus de soumission de Loukachenko à la Russie.

Le Président de la République a déclaré à l’issue du Conseil européen du 24 février : « L’Europe n’a d’autre choix que de devenir une puissance. » La France ne ménagera aucun effort pour parvenir à relever ce qui constitue le grand défi de notre génération. *(Applaudissements.)*

Mme Laure Delcour, maître de conférences à l’université Sorbonne nouvelle, *visiting professor* au Collège d’Europe à Bruges souhaite revenir sur l’appui apporté par l’Union européenne à l’intégrité territoriale de l’Ukraine depuis 2014, et examiner les leçons qui peuvent en être tirées pour la période actuelle.

Depuis huit ans, l’approche de l’Union européenne en faveur de l’intégrité territoriale de l’Ukraine s’est articulée autour de trois piliers complémentaires : la redéfinition des relations avec la Russie, notamment à travers la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l’Union européenne de 2016, qui la désignait comme un défi stratégique – défi auquel l’Union européenne a répondu en révisant ses liens avec Moscou autour des cinq principes directeurs définis en mars 2016 dont le premier posait comme condition essentielle à toute modification des liens avec la Russie la mise en œuvre des accords de Minsk – ; un appui massif à la reconstruction de l’État ukrainien *via* l’encouragement de réformes en faveur de la gouvernance démocratique et de la stabilité ; et une réflexion relative à l’autonomie stratégique de l’Union européenne – apparue d’autant plus nécessaire après l’annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass.

L’invasion actuelle de l’Ukraine confirme la pertinence de ces trois piliers, en même temps qu’elle rend leur révision nécessaire.

Les outils déployés par l’Union européenne depuis 2014 reflètent le caractère global et de long terme de son approche. Les missions décidées dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), notamment le conseil aux forces de sécurité intérieure ukrainiennes, ont permis d’appuyer l’Ukraine dans la réforme de ses institutions.

Les sanctions prises en 2014 à l’encontre de la Russie visaient à affirmer le positionnement européen sur la question de l’intégrité territoriale ukrainienne et des relations avec Moscou. Malgré la complexité de cette question, liée à la diversité des liens des États membres avec la Russie, les Européens se sont entendus dès 2014 sur un positionnement clair condamnant fermement les actions de cette dernière. Depuis huit ans, la cohérence et l’unité de l’Union européenne ont été constantes dans l’application des sanctions. De ce point de vue, les sanctions ont rempli leur rôle. Elles ont cependant connu un échec cuisant s’agissant de leur fonction dissuasive, car elles n’ont pas abouti à un changement de comportement des autorités russes.

La cohérence de l’Union européenne perdurera probablement et sera même renforcée par la brutalité de l’attaque russe, mais les sanctions décidées cette semaine seront sans doute insuffisantes pour avoir, à court terme, un effet dissuasif sur les autorités russes. Le caractère de long terme de la démarche européenne mérite néanmoins d’être rappelé. Elle offre en effet une autre solution que celle présentée par les autorités russes en Ukraine et, plus largement, dans l’espace postsoviétique. *(Applaudissements.)*

M. Andrej Černigoj, représentant de l’Assemblée nationale de Slovénie considère que la menace de sanctions présentée par l’Union européenne à la Russie ne suffit pas. L’Union européenne doit renforcer immédiatement ses troupes dans les pays voisins et dans l’espace aérien au-dessus de l’Ukraine. Le Conseil de sécurité et l’Assemblée générale de l’Organisation des Nations unies doivent en outre envoyer des casques bleus près de la frontière ukrainienne pour aider les réfugiés. Enfin, l’Union européenne doit mettre en place un groupe militaire prêt à intervenir dans le cas où la Russie réussirait à prendre Kiev.

Toutefois, cela n’arrêtera pas la guerre. Il faut se souvenir de Chamberlain. Il ne faut pas oublier la situation des Balkans occidentaux. Il ne faut pas que l’horreur recommence. Même si elle n’empêchera pas qu’il y ait des victimes, une action rapide est la garantie d’une limitation des pertes. *(Applaudissements.)*

M. David Stögmüller, représentant du Conseil national d’Autriche souligne l’importance de l’élaboration d’un consensus au sein de l’Union européenne concernant l’exclusion de la Russie du système Swift.Il faut également penser aux jeunes Ukrainiens, qui ont grandi dans l’espoir d’une vie libre, car ce rêve leur a été ravi avec violence. L’Union européenne doit le leur rendre. Elle est aux côtés de l’Ukraine à qui elle promet un avenir libre et souverain. Cela ne doit être remis en question d’aucune façon, et certainement pas par Vladimir Poutine. *(Applaudissements.)*

M. George Koukoumas, représentant de la Chambre des représentants de Chypre juge l’intervention russe en Ukraine condamnable. Il s’agit d’un acte de violence commis en violation du droit international et contre la souveraineté de l’Ukraine. Il importe de penser aux civils, qui se trouvent sous le feu des bombardements. Mais il convient également de renforcer la crédibilité de l’Union européenne. Les mesures prises contre Poutine doivent valoir contre les autres régimes autoritaires en Europe, notamment celui d’Erdoǧan, qui continue le commerce des armes. Il faut absolument combattre le « deux poids, deux mesures ». La priorité est au retour au dialogue et au retour à la paix, à la sécurité et au bien-être de tous.

M. Rasmus Nordqvist, représentant du *Folketing* du Danemark rappelle l’importance de l’action humanitaire. Les premières cibles, en cas de guerre, sont les enfants, les minorités et les groupes les plus vulnérables. Les Européens doivent en avoir conscience et garder cette réalité à l’esprit pour le déploiement de leurs actions humanitaires – dans l’immédiat, mais aussi une fois le conflit terminé. *(Applaudissements.)*

Mme Ana María Botella Gómez, représentante du Congrès des députés d’Espagne témoigne de sa fierté à la suite de la visite d’une délégation du Parlement européen en Ukraine, menée par M. David McAllister et Mme Nathalie Loiseau. Les parlementaires doivent être près des citoyens, notamment lorsqu’ils souffrent. Pour que l’Union européenne soit un acteur crédible, elle doit se doter d’une structure de sécurité et de défense. Les exemples de la Libye et du Sahel le montrent : il faut parfois agir sur le terrain, et avoir recours à l’OTAN. Des capacités complémentaires doivent être mobilisées. L’Union européenne doit aider l’Ukraine en utilisant tous les instruments qui se trouvent à sa portée. *(Applaudissements.)*

M. Léon Gloden, représentant de la Chambre des députés du Luxembourg observe que la Russie a quitté le chemin de la démocratie. Le Grand-Duché de Luxembourg condamne fermement la guerre menée contre l’Ukraine et réitère son soutien au peuple ukrainien. L’Union européenne doit se doter des moyens et des structures nécessaires pour mettre sur pied une armée européenne. Il est temps d’agir au lieu de réagir. *(Applaudissements.)*

Mme Ana Miguel dos Santos, représentante de l’Assemblée de la République du Portugal indique que l’invasion de l’Ukraine par la Russie constitue une atteinte à la souveraineté et à l’intégrité territoriale de l’Europe tout entière. L’Europe ne peut rester passive ni se contenter de proférer des menaces. Il lui faut passer à l’action, le plus rapidement et le plus fermement possible, avant qu’il ne soit trop tard. *(Applaudissements.)*

M. Niklas Karlsson, représentant du *Riksdag* de Suède abonde dans ce sens : il est temps de passer à l’action. Les États membres de l’Union européenne doivent être unis dans leur soutien à l’Ukraine. L’invasion de ce pays n’a pas été provoquée, elle est illégale. Il faut réagir aux côtés de l’Ukraine, au nom de la solidarité européenne. Les sanctions doivent être mises en œuvre rapidement et à même de déstabiliser l’économie russe. L’Union européenne doit se montrer déterminée à combattre pour défendre ses valeurs fondamentales ainsi que son mode de vie. *(Applaudissements.)*

M. Alekos Tryfonides, représentant de la Chambre des représentants de Chypre estime que la situation de l’Ukraine requiert une évaluation rapide par l’Union européenne de son positionnement sur la scène internationale. L’Europe doit décider rapidement quel acteur elle souhaite devenir. Elle ne peut pas être le témoin passif des souffrances du peuple ukrainien, mais saisir l’occasion unique qui se présente de construire une véritable politique de sécurité et de défense commune, à même d’assurer la paix, la stabilité et la coopération entre ses États membres. *(Applaudissements.)*

M. Iñigo Barandiaran, représentant du Congrès des députés d’Espagne observe que, la situation évoluant d’heure en heure, les réponses à y apporter varient forcément. La question se pose de savoir quelles seront les décisions prises par les institutions ukrainiennes et la réalité connue par le peuple ukrainien si les troupes russes font disparaître l’actuel gouvernement ukrainien. La situation est difficile, et l’union dans l’action indispensable. *(Applaudissements.)*

M. Enrico Aimi, représentant du Sénat d’Italie souligne la nécessité de prendre le chemin de l’autonomie stratégique. L’Union européenne doit devenir une superpuissance en défendant ses intérêts, au même titre que les États-Unis ou la Chine, et ne pas oublier ses racines judéo-chrétiennes, grecques et romaines ni les principes de paix et de liberté qui animent ses peuples. Pour y parvenir, et ne pas s’abaisser face à la véritable guerre civile européenne qui se joue aujourd’hui, une autonomie militaire et énergétique est indispensable. *(Applaudissements.)*

Mme Beatriz Gomes Dias, représentante de l’Assemblée de la République du Portugal témoigne du rejet par son pays de ce conflit impérialiste et de l’invasion de l’Ukraine, et souligne l’importance de penser aux habitants de ce pays. Des mesures doivent être prises pour protéger les réfugiés ukrainiens en Europe et défendre les droits de l’homme. Il faut envisager toutes les actions possibles pour alléger la souffrance des Ukrainiens et les protéger. *(Applaudissements.)*

M. Gerard Craughwell, représentant du Sénat d’Irlande juge nécessaire de réduire le nombre et l’importance des diplomates russes dans les différents États membres, car ce qui se produit est inacceptable. L’Union européenne n’a pas peur de Vladimir Poutine, ses États membres étant forts ensemble. *(Applaudissements.)*

M. Juan Antonio Delgado Ramos, représentant du Congrès des députés d’Espagne souligne le fort soutien apporté par l’Espagne aux Ukrainiens. L’Europe doit réfléchir aux mesures à prendre, au-delà de la condamnation et des sanctions économiques, car elle doit être actrice de son présent et de son avenir. L’ONU doit aussi jouer un rôle important, car la diplomatie ne saurait être abandonnée. Enfin, l’Europe doit mettre en place des corridors humanitaires, mais sans reproduire les erreurs commises en la matière en Syrie. *(Applaudissements.)*

M. Akif Çağatay Kiliç, représentant de la grande Assemblée nationale de Turquie observe qu’un fort soutien envers l’Ukraine a été exprimé depuis le début de la présente réunion et que des efforts sont menés pour trouver une réaction adaptée à la situation. M. Akif Çağatay Kiliç, arrivé à Paris de Sarajevo, rappelle qu’il ne faut pas oublier les événements du passé. Rien n’est terminé. Il ne faut oublier ni les mots de ses ennemis ni le silence de ses amis.

L’Europe ne se définit pas par une conviction ou une culture. La question qui se pose entre la Turquie et Chypre demeure. M. Akif Çağatay Kiliç s’interroge sur le nombre de banques russes qui continuent d’opérer sur la partie chypriote de l’île.

M. Özgür Ceylan, représentant de la grande Assemblée nationale de Turquie remarque que le monde ne devrait pas rester silencieux face à l’invasion de l’Ukraine par la Russie et au cri lancé par les Ukrainiens. La dépendance au pétrole et au gaz constitue un danger. Les énergies renouvelables peuvent constituer un atout efficace pour l’avenir du monde. M. Özgür Ceylan condamne par ailleurs les propos tenus par les parlementaires chypriotes, car il n’y a aucune similarité entre ce qui se passe aujourd’hui en Ukraine et la situation de Chypre. La Turquie a apporté la paix à cette île. Évoquer ce sujet lors d’une réunion aussi importante que celle d’aujourd’hui constitue un manque de sincérité.

M. Tobias Elwood, représentant de la Chambre des communes du Royaume-Uni note que le fait de voir les troupes russes pénétrer dans une capitale étrangère, Kiev, paraissait impensable au XXIe siècle. Les règles du jeu ont changé. Des campagnes de désinformation sont lancées. La *Douma* approuve les actes de Poutine. De grandes questions se posent donc concernant la sécurité de l’Union européenne. L’OTAN constitue le seul atout susceptible de changer la donne. Or cette option n’a pas été utilisée. Pour l’instant, la seule possibilité qui se présente consiste à fournir des armes et du matériel au peuple ukrainien, et à envisager une zone neutre entre Kiev et le reste de l’Union européenne.

L’Union européenne suit passivement les événements, mais s’avère incapable de les façonner. Ce qui se produit actuellement dépasse l’Ukraine. C’est une remise en question des modes de vie européens. À l’issue de décennies de paix relative, l’Europe est entrée dans une nouvelle ère d’instabilité. Il appartient aux pays européens de travailler ensemble pour relever le défi qui leur est lancé par Vladimir Poutine. L’alliance naissante entre la Russie et la Chine risque de changer complètement la direction empruntée par la sécurité mondiale.

**Mme Svetlana Tikhanovskaïa, chef de file de l’opposition issue de la société civile de Biélorussie,** exprime sa reconnaissance d’avoir été invitée à Paris pour prendre la parole au nom du peuple biélorusse. Comme tous les intervenants, elle soutient l’Ukraine face à l’invasion russe.

Pour Mme Tikhanovskaïa, les prochaines négociations entre les parties au conflit ne doivent pas se tenir à Minsk, car le régime biélorusse est, avec la Russie, un agresseur belligérant. Elle estime que l’Union européenne doit faire montre d’unité et de courage pour appuyer l’Ukraine. Elle conclut en remerciant l’assemblée et en souhaitant une longue vie à la Biélorussie, à l’Ukraine et à l’Europe. (Applaudissements.)

Selon **M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l’Europe et des affaires étrangères de la République française,** qui résume les échanges, tous les intervenants ont affirmé leur solidarité avec l’Ukraine, condamné sans fard l’agression russe et appelé au renforcement du rôle de l’Union européenne en matière de diplomatie et la défense. La diplomatie française soutient ces trois orientations. La France se réjouit des progrès constatés en matière de défense et de sécurité européennes – tel est d’ailleurs l’objet de la boussole stratégique de l’Union européenne. L’autonomie énergétique de l’Union représente également un défi important, elle doit être construite patiemment.

M. Delattre indique que la France tente, au sein de l’ONU et du G7, de convaincre ses partenaires du monde entier de condamner l’agression russe. Il convient également de faire preuve de vigilance quant aux interventions éventuelles de la Russie en Bosnie, en Moldavie et en Géorgie, mais aussi au Mali. L’unité et la solidarité européennes ne sont pas de vains mots : à la parole doit désormais succéder l’action. (Applaudissements.)

**Mme Laure Delcour, maître de conférences à l’université Sorbonne nouvelle, *visiting professor* au Collège d’Europe à Bruges**, estime que ce conflit, par-delà ses aspects humains émouvants, représente un tournant historique, qui façonnera l’Europe et le monde pour les quarante prochaines années. Elle juge nécessaire de parachever la construction européenne dans les domaines de la défense, de l’énergie et des migrations, l’Union européenne devant devenir pleinement autonome sur la scène internationale.

Mme Delcour s’interroge sur les finalités de l’intervention russe en Ukraine : s’agit-il d’annihiler le pays ou de l’occuper ? Il convient en tout cas de faire preuve de vigilance dans les autres pays de l’espace post-soviétique, ainsi que dans les Balkans occidentaux.

Ce conflit se traduira sans doute par une rupture durable, sinon définitive, avec les autorités russes. Toutefois, il convient de préserver des liens avec la société russe, notamment les ONG, mais aussi les étudiants, qui manifestent actuellement à Moscou et Saint-Pétersbourg contre l’invasion de l’Ukraine. Il est nécessaire de les aider à préparer la Russie de demain. (Applaudissements.)

**M. David McAllister, président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen,** remercie chaleureusement les parlementaires français et les services du Sénat et de l’Assemblée nationale d’avoir organisé cette conférence dont la tonalité est si particulière, compte tenu des circonstances, et que chacun gardera longtemps en mémoire.

Il forme le vœu de voir les parlementaires aussi nombreux en présentiel lors de la prochaine conférence interparlementaire, qui se tiendra à Prague du 4 au 6 septembre prochain. *(Applaudissements.)*

**M. Joël Guerriau, vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française,** excuse l’absence de MM. Christian Cambon et Jean-Louis Bourlanges, retenus auprès du Premier ministre en vue de préparer un futur débat parlementaire sur la question ukrainienne.

M. Guerriau indique qu’il lui a été très agréable de rencontrer physiquement ses collègues européens. En effet, ce type de réunion n’avait pas été possible pendant les deux dernières années, mais c’est grâce à une victoire collective contre la covid-19 qu’elle a pu se tenir. Aujourd’hui, après l’agression de l’Ukraine, il faut remporter de la même façon la victoire contre le totalitarisme.

M. Cambon a pris contact avec plusieurs parlementaires ukrainiens, qui s’apprêtent à combattre. Leur courage force l’admiration. Ils sollicitent l’envoi d’équipements, un soutien financier et l’exclusion de la Russie du système de paiement Swift. Ils redoutent l’installation d’un gouvernement fantoche, pro-russe, favorable à la disparition d’une Ukraine libre et démocratique.

M. Guerriau rappelle que Georges Clemenceau, qui a marqué de son empreinte le Sénat français, notamment pendant la Première Guerre mondiale, disait : « Pour prendre une décision, il faut être un nombre impair de personnes, et trois, c’est déjà trop. » Il se réjouit que tous les parlementaires des différents pays européens aient aujourd’hui parlé d’une seule voix. L’Ukraine n’est pas la seule à être menacée ; les démocraties de l’Union européenne le sont également. Les valeurs de l’Europe, telles que l’humanisme et la liberté d’expression, doivent être défendues. Tous les participants à cette rencontre souhaitent que la démocratie perdure, tant en Ukraine qu’en Europe. (Applaudissements.)

**Mme Nathalie Loiseau, présidente de la sous-commission « sécurité et défense » du Parlement européen** s’associe aux remerciements prononcés par M. David McAllister à l’endroit du Sénat et de l’Assemblée nationale.

Tous les intervenants ont fait montre d’unité et ont exprimé leur solidarité avec l’Ukraine. L’Europe doit enfin parler le langage de la puissance et faire respecter ses valeurs démocratiques. Les parlementaires nationaux et européens apporteront leur contribution à ce travail. Une réunion plénière extraordinaire du Parlement européen sera consacrée à la situation en Ukraine le mardi 1er mars prochain. (Applaudissements.)

La réunion est close à 16 h 45.